

# **Gewalttätige Jugend – ein Mythos? Jeunesse violente – un mythe?**

*Fritz Sack*

*Manuel Eisner*

*Edgar J. Forster*

**Expertengruppe/Groupe d'experts**

*Prof. Dr. Mark Pieth, Präsident*  
Juristische Fakultät, Universität Basel

*Prof. Dr. Françoise Alsaker*  
Institut für Psychologie, Universität Bern

*Prof. Dr. Mario von Cranach*  
Institut für Psychologie, Universität Bern

*Dr. Christa Hanetseder*  
Pestalozzianum, Zürich

*Prof. Dr. Karl-Ludwig Kunz*  
Institut für Strafrecht und Kriminologie, Universität Bern

*Prof. Dr. Françoise Messant*  
Institut de sociologie, Université de Lausanne

*Dr. Peter Müller*  
Vizedirektor, Bundesamt für Justiz, Bern

**Vertreterin des Forschungsrates Abteilung IV  
Représentante du Conseil de la recherche de la division IV**

*Prof. Dr. Danielle Yersin*  
Tribunal fédéral Suisse, Lausanne

**Programmleitung/Direction du programme**

*Dr. oec. Eva Wyss, Diplom-Kriminologin*  
Amthausgasse 28, 3001 Bern  
Tel. +41-31-318 48 08 Fax+41-31-318 48 09  
ewyss@compuserve.com  
www.snf.ch/nfp/nfp40

**Sekretariat NFP/PNR**

*Dr. Christian Mottas*  
Schweizerischer Nationalfonds, Wildhainweg, 20, 3001 Bern  
Tel. +41-31-308 22 22 Fax+41-31-308 23 40

**Weitere Exemplare/Exemplaires supplémentaires du bulletin**

Schweizerischer Nationalfonds, Sekretariat NFP, 3001 Bern

**Impressum**

Herausgeberin: Programmleitung NFP 40  
Redaktion: Eva Wyss  
Übersetzung: Stéphane Gillioz  
Grafische Gestaltung: Beat Schenk

# Gewalttätige Jugend – ein Mythos? Jeunesse violente – un mythe?

Editorial 2

*Fritz Sack*

*Résumée* **Violence des jeunes – clé de la pathologie de la société?** 5  
*Referat* **Jugendgewalt – Schlüssel zur Pathologie der Gesellschaft?**

*Manuel Eisner*

*Résumée* **La montée de la violence chez les jeunes** 37  
*Referat* **Die Jugendgewalt steigt**

*Edgar J. Forster*

*Résumée* **Qu'est-ce que la haine des étrangers a à voir avec la virilité?** 49  
*Referat* **Was hat Fremdenfeindlichkeit mit Männlichkeit zu tun?**

**Bulletin Nr.4**

Opinion publique et milieux de la politique semblent considérer comme incontestable le fait que la jeunesse devienne de plus en plus violente. A y regarder de plus près toutefois, ce constat soi-disant marqué du sceau de l'évidence se trouve plutôt être difficile à étayer. La recherche scientifique n'a en effet apporté à ce jour aucune réponse claire à la question de savoir si oui ou non il y avait accentuation du phénomène de la violence chez les jeunes. Le débat criminologique porte notamment sur des questions comme la définition de ce qu'est un acte de violence, sur son éventuel changement de nature, ou encore sur notre perception du phénomène qui s'est peut-être modifiée, le seuil de tolérance envers la violence physique ayant reculé. La question est également de savoir quels intérêts sociopolitiques suscitent les récents débats à ce sujet.

Dans le cadre du PNR 40, ces questions ont fait l'objet d'une rencontre en novembre 1998, rencontre qui a permis de présenter les divers points de vue défendus par les milieux de la recherche et de les discuter. Les lectrices et les lecteurs trouveront reproduites dans le présent Bulletin les trois principales interventions faites à cette occasion.

Fritz Sack, professeur de criminologie à Hambourg, analyse l'évolution du débat politique sur la criminalité et la répression accrue constatée ces dernières années en Europe et aux Etats-Unis. Il défend la thèse selon laquelle la répression n'a pas été renforcée en raison d'une augmentation de la criminalité, mais que, au contraire, elle a précédé l'augmentation présumée de cette criminalité et qu'elle a été utilisée pour mettre en évidence cette dernière. Manuel Eisner, professeur à Zurich, tente de montrer, sur la base de données statistiques, que la violence augmente chez les jeunes. Selon lui, l'accentuation de ce phénomène s'explique par la désintégration sociale qui touche une partie de la jeunesse. Edgar J. Forster, professeur en sciences de l'éducation à Salzburg, se penche quant à lui sur la question de l'exclusion sociale, une approche qui lui permet de dégager certaines sources de la xénophobie chez les jeunes et leur rapport avec le phénomène identitaire. Edgar Forster définit ensuite quelques exigences politiques censées permettre d'éviter l'émergence d'actes de violence dus aux différences sociales.

*Dr Eva Wyss Directrice du PNR 40  
Berne, en novembre 1999*

In der öffentlichen und politischen Diskussion scheint es unbestritten zu sein, dass die Jugend immer gewalttätiger wird. Bei genauerem Hinsehen erweist sich diese vermeintlich klare Feststellung jedoch als sehr unsicher und schwer zu belegen. Die wissenschaftliche Forschung gibt bisher keine eindeutige Antwort auf die Frage nach einer allfälligen Zunahme der Jugendgewalt. In der kriminologischen Auseinandersetzung tauchen Fragen auf wie: Was wird heute als Gewalthandlung bezeichnet? Haben sich die Gewalthandlungen verändert? Oder hat sich nur unsere Wahrnehmung verändert und ist unsere Toleranzschwelle gegenüber körperlichen Auseinandersetzungen gesunken? Es wird gefragt, welche gesellschaftspolitischen Interessen hinter der neueren Diskussion über Jugendgewalt stehen.

Für das NFP 40 war diese Fragen Anlass, im Rahmen einer Tagung im November 1998 die kontroversen Standpunkte innerhalb der wissenschaftlichen Forschung darzustellen und zu diskutieren. In der vorliegenden Publikation werden die drei Hauptreferate wiedergegeben.

Der Hamburger Professor für Kriminologie, Fritz Sack, analysiert den Verlauf der kriminalpolitischen Diskussion und der steigenden Repression der letzten Jahre in Europa und in den USA. Er stellt die These auf, dass nicht die Repression verschärft worden sei, wegen steigender Kriminalität, sondern, dass umgekehrt zuerst die Repressionsschraube angezogen worden sei und nun die vermeintlich steigende Kriminalität als Begründung dafür verwendet werde. Der Zürcher Professor für Soziologie, Manuel Eisner, versucht aufgrund von statistischem Material nachzuweisen, dass die Jugendgewalt zunimmt. Er stellt die These auf, dass der Anstieg eine Folge von sozialer Desintegration eines Teils der Jugend sei. Edgar J. Forster, Professor für Erziehungswissenschaften in Salzburg, befasst sich mit Fragen des sozialen Ausschlusses, indem er Wurzeln der Fremdenfeindlichkeit bei Jugendlichen und den Zusammenhang mit Geschlechtsidentitäten untersucht. Er formuliert anschliessend politische Forderungen mit dem Ziel, Gewalthandlungen als Folge von gesellschaftlichen Unterschieden zu vermeiden.

*Dr. Eva Wyss Programmleiterin NFP 40  
Bern, im November 1999*

**Gewalttätige Jugend –  
Schlüssel zur Pathologie der Gesellschaft?  
Violence des jeunes –  
clé de la pathologie de la société?**

*Fritz Sack*

Professor em. für Kriminologie, Universität Hamburg

## Résumée

### 1. Un conflit différé

Je pars de l'idée que le débat actuel sur l'augmentation généralisée de la criminalité des jeunes et des enfants, et sur la diminution constante de l'âge des personnes impliquées dans ce genre de délits cache en fait un «conflit différé». En d'autres termes, il s'agit pour ma part de montrer que ce débat, la criminalité des jeunes et des enfants respectivement, est en fait un symptôme d'autres problèmes et conflits non thématiques.

### 2. Combat pour la réalité

Le genre et l'issue du combat pour la réalité de la criminalité parmi les jeunes sont caractérisés par trois aspects principaux:

- La négligence, voire l'ignorance totale des connaissances criminologiques élémentaires selon lesquelles les statistiques criminelles officielles - aussi bien établies par la police que par les tribunaux - ne mesurent pas ni ne reflètent la «morale» d'une société, mais celle des prescripteurs. Cette observation était valable pour l'Allemagne au tournant du siècle ainsi qu'actuellement, comme on peut le constater avec le Max-Planck-Institut (MPI) et le Kriminologisches Forschungsinstitut Niedersachsen (KFN).
- Croire qu'il y a une augmentation quantitative et une «brutalisation» de la criminalité des jeunes se voit conférer le statut immuable et indéradicable du mythe. Toute réalité afférente à ce mythe est exagérée et gonflée. Les tentatives de questionnement, de relativisation ou d'expression d'un doute ne sont pas prises en considération et vont même jusqu'à susciter un refus agressif.
- Dans la discussion qui porte sur la réalité de la criminalité des jeunes, d'autres acteurs que les experts scientifiques jouent un rôle important. Ces acteurs proviennent des milieux de la politique, de la police, du journalisme et des entreprises privées spécialisées dans la sécurité.

### 3. La criminalité des jeunes comme instrument d'autres phénomènes sociaux

La criminalité des jeunes est l'expression et l'instrument d'évolutions et de phénomènes sociaux qui ne dépendent pas d'elle.

- A la sur-thématisation de ce phénomène correspond une sous-thématisation d'autres phénomènes et formes menaçantes de criminalité: «crime in the streets» versus «crimes in the suites». La publicité et la visibilité de la criminalité «en col blanc» fait totalement défaut.
- La jeunesse fait office d'«alien other». Se manifeste ici le manque de ressources de l'intégration sociale: rien n'unit davantage une société que ces criminels et ces ennemis (Emile Durkheim).
- On peut introduire le concept de «panique morale» pour caractériser les facteurs extra-criminels de la thématique publique de la criminalité des jeunes.

### 4. Accepter?

Et si la criminalité des jeunes a effectivement augmenté?

- Accepter - sinon quoi?
- Reprendre les réponses de la dernière session de la société du tribunal des mineurs (en Allemagne) en date du mois de septembre 1998, à savoir en appeler à un «nouveau contrat de société».

## Referat<sup>1</sup>

### Kriminalpolitik auf Abwegen?

An den Anfang meiner Überlegungen möchte ich einen Dialog stellen. Ich entnehme ihn einem Aufsatz aus der Feder des amerikanischen Kriminologen Jonathan Simon, erschienen im Sonderheft 1997 «Soziologie der Gewalt» der Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie<sup>2</sup>. Der amerikanische Kriminologe Simon stellt seinen Beitrag über «Gewalt, Rache und Risiko - die Todesstrafe im neoliberalen Staat» unter ein Motto, das er einem Dialog zwischen einem Fernsehjournalisten und einem prominenten amerikanischen Politiker entnimmt. Der Journalist fragte den späteren, und heute bereits wieder zurückgetretenen, konservativen Sprecher des amerikanischen Repräsentantenhauses, Newt Gingrich, nach seinem Rezept für die Erlangung der politischen Mehrheit. Dessen ebenso bündige wie umweglose Antwort lautete: «niedrige Steuersätze und die Todesstrafe» (Simon 1979, S.279).

Dieser Dialog bietet mir einen guten Einstieg für die weitere Diskussion. Zwar will ich damit keineswegs sagen: von den USA lernen heisst siegen lernen - obwohl gerade in diesen Tagen am Beispiel der Zero-Tolerance-Debatte die Suggestivität deutlich wird, die manche kriminalpolitischen Sottisen aus den USA auf die Kriminalpolitiker diesseits des Atlantiks ausüben<sup>3</sup>. Wichtiger ist mir dieser (kriminal)politische Aphorismus als willkommener Anlass, die Notwendigkeit einer zentralen Unterscheidung in der Diskussion über Probleme der Kriminalität und der Inneren Sicherheit zu betonen, eine Unterscheidung, die oft nur unwillig akzeptiert, wenn nicht überhaupt rundweg abgelehnt wird. Mit geradezu entwaffnender, ja fast zynischer Offenheit wird hier von einem hochrangigen Politiker und gelerntem Historiker die willkommene Rolle thematisiert und offen zugegeben, die das Strafrecht und damit die Kriminalität für den Parteien-Kampf um die politische und staatliche Macht in modernen Gesellschaften spielt.

<sup>1</sup> Dieser Text ist eine stark überarbeitete und erweiterte Fassung des Tagungsreferats.

<sup>2</sup> Jonathan Simon ist einer der empirisch kenntnisreichsten und theoretisch scharfsinnigsten zeitgenössischen Kriminologen der USA. Davon zeugt insbesondere seine Monografie «Poor Discipline» aus dem Jahre 1995, deren zentrale These in der Diagnose besteht, dass das amerikanische Strafjustizsystem zu einer Art sozialer «Abfallentsorgung» degeneriert ist.

Simon belässt es nicht bei dem Zitat des erzkonservativen Gingrich. Vielmehr verweist er gleich im Anschluss daran auf ein anderes politisches Detailereignis zu unserem Problem, das einer auf den ersten Blick naheliegenden Verrechnung des Zitats von Gingrich auf dem Konto reiner Parteipolitik einen Riegel vorschiebt. Präsident Clinton, so erfahren wir an gleicher Stelle, «strenge sich sehr an, inmitten seiner 1992er Wahlkampagne für die Präsidentschaftsnominierung ... einer Hinrichtung in Arkansas beizuwohnen» (Simon 1997, S. 279). In der Tat: Obwohl zunächst nur von den Konservativen praktiziert und vorexerziert, sind Kriminalität und der gesellschaftliche und politische Umgang mit ihr in unseren modernen Gesellschaften zu jenem Typus politischer Gegenstände geworden, die sich mehr und mehr der parteipolitischen Kontroverse und der Auseinandersetzung um alternative Lösungen und Rezepte entziehen. Das Spektrum kriminalpolitischer Alternativen zwischen den verschiedenen parlamentarisch vertretenen Parteien hat sich auf einen schmalen Grat verengt und ist einem Kanon politisch korrekter Programmatik und Rhetorik unterworfen, dessen Verletzung politische Mehrheiten und parlamentarische Mandate kosten können.

Diese Erfahrung selbst verdanken wir der politischen Kultur und Welt der USA, obwohl die jüngsten wahlkampfbestimmten Phasen politischer Erregung und Vereinfachung in Europa analoge Beobachtungen bescherten. Ihre Einzelheiten und ihr Zustandekommen allerdings sind in den USA, anders als in Europa, auch längst Gegenstand wissenschaftlicher Erforschung und distinkter Begrifflichkeit geworden. Für meine Überlegungen ist ein kurzer Rückgriff auf diesen in der euro-

<sup>3</sup> Geradezu kampagnenhaft ist die Bundesrepublik mit der aggressiven New Yorker Polizeistrategie der «Null-Toleranz» in den letzten Jahren konfrontiert worden. Kein Polizeiführer und kein Politiker, der nicht darüber im Bilde ist, dem der Name des ehemaligen Polizeipräsidenten von New York, William Bratton nichts sagt, zumal man das alles inzwischen auch in deutschsprachigen Büchern nachschlagen und -lesen kann: den Anfang dazu machte die mit einer Einführung von F. Sack auf den Weg gebrachte deutsche Version der «broken windows-Theorie» von Wilson und Kelling aus dem Jahre 1982, dem Muttergedanken der angeblichen erfolgreichen New Yorker Polizeistrategie; unmittelbar danach folgt eine erfolgsbestimmte Darstellung der New Yorker Polizeistrategie von H. Hess (1996); G. Dreher und Th. Feltes (1997) haben erste Texte und Stellungnahmen dazu aus der deutschen Diskussion gesammelt; H. Ortner, A. Pilgram und H. Steinert (1998) haben das Jahrbuch für Rechts- und Kriminalsoziologie 1998 einer kritischen Analyse der New Yorker «zero-tolerance-Politik» gewidmet. Das Ende dieser Debatte, soviel lässt sich mit Gewissheit sagen, ist sicherlich noch nicht erreicht.

päuschen - zumindest in der deutschsprachigen Kriminologie - meines Wissens noch weitgehend unbekanntem Aspekt des kriminologisch/kriminalpolitischen Diskurses angebracht und hilfreich.

Unter dem politischen Stichwort des «agenda setting» wird in der politischen Soziologie, insbesondere auf dem engeren Feld des Wählerverhaltens und der Wahlkampf-Strategien politischer Parteien im Wettbewerb um die Stimmen der Wähler, nach den Bedingungen und Kriterien geforscht, die das Wahlverhalten bestimmen. In der Konkurrenz um die Gunst der Wähler sind die politischen Parteien darum bemüht, zum einen die nach ihrer jeweiligen ideologischen Programmatik aktuellen und relevanten Problem- und Politikfelder zu definieren und in eine Dringlichkeitsordnung zu bringen, zum anderen das eigene Kompetenzprofil darauf abzustimmen, wobei die Beziehung zwischen der propagierten politischen Tagesordnung und dem beanspruchten Kompetenzprofil durchaus in beide Richtungen verläuft.

In der einschlägigen amerikanischen Diskussion auf diesem Teilgebiet der politischen Soziologie wird seit den achtziger Jahren eine ausserordentlich triftige Unterscheidung gemacht, die nicht nur einen offensichtlichen Bezug zur politischen Instrumentalisierung der Kriminalität à la Gingrich und Clinton hat, sondern die auch unmittelbar aus der Analyse kriminologischer Gegenstände gewonnen worden ist. Am Beispiel insbesondere des sexuellen Kindesmissbrauchs hat die amerikanische Soziologin B. J. Nelson zwei Klassen bzw. Typen politischer Gegenstände und Probleme unterschieden, die in Bezug auf ihre Eignung zur Einwerbung von Wählern sehr unterschiedlichen Gesetzmässigkeiten folgen<sup>4</sup>. Der erste Typus von politischen Gegenständen im Wählerwettbewerb, die sogenannten «position issues», besteht aus solchen Fragen und Problemen, die durch alternative und kontroverse Lösungsstrategien von Seiten der verschiedenen politischen

Parteien gekennzeichnet sind. Dazu kontrastieren politische Gegenstände des zweiten Typus, «valence issues» genannt, «which elicit, a single, strong, fairly uniform emotional response and do not have an adversarial quality» (Beckett 1996, S. 57).

### Überbietungswettbewerb der politischen Parteien

Die klassische Struktur der politischen Konkurrenz entspricht sicherlich dem Modell alternativer und konfligierender Lösungskonzepte und Politikprogramme. In der einschlägigen politologischen Analyse wird indessen eine zunehmende Ersetzung dieses Modells durch das zweite, konsensuale Modell sich einengender Handlungs- und Lösungspielräume behauptet: «gut» oder «böse» aufgeladene Politikgegenstände zeichnen eine nahezu totale öffentliche Zustimmung oder Ablehnung aus, die nur noch einen Wettlauf um den Ausweis grösstmöglicher positiver oder negativer Identifikation mit den jeweiligen Zielsetzungen zulässt. Diese Entwicklung lässt sich in ihrer Richtung auch als eine Tendenz von einer offenen und konfliktbestimmten zu einer zwanghaft-konsensualen Struktur der Politik charakterisieren. Sie geht einher, so die politologischen Analysen dieser Tendenz, mit bzw. findet ihren Ausdruck in sowohl der abnehmenden Unterscheidbarkeit der politischen Parteien und ihrer Programme wie in der zunehmenden Unbeständigkeit des Wählerverhaltens.

Zweifelloos stellt das Politikfeld der Kriminalität und der Inneren Sicherheit ein ausgezeichnetes und intuitiv evidentem empirisches Beispiel für die Demonstration der Funktionsweise des politischen Zwangskonsensus im Sinne der «valence issues» dar. K. Beckett hat dies für die USA in ihrer erwähnten kriminalpolitisch informierten, empirisch sorgfältigen und theoretisch ausgezeichneten Monografie dargelegt. Ihre auf die Situation der USA gemünzte Feststellung, «electoral success ... is clearly linked to candidates' ability to convince the electorate of their support for 'tough' anti-crime policies» (1996, S. 58), lässt sich mittlerweile umstands- und einschränkungslos auf die Verhältnisse in den meisten europäischen Ländern übertragen. Auch die meisten europäischen politischen Parteien befinden sich in einer Art Überbietungswettbewerb auf dem Feld repressiver Kriminalpolitik nach

<sup>4</sup> Ich stütze meine Darstellung im wesentlichen auf die Arbeiten von K. Beckett, die sich in mehreren Publikationen theoretisch und empirisch mit Fragen der Genese sowie der Struktur und Funktion kriminalpolitischer Programme und deren Entwicklung beschäftigt hat. Ihrer jüngsten monografischen Behandlung dieser Problematik unter dem Titel «Making Crime Pay» (1997) gingen eine Reihe von Aufsätzen voraus, die sich als Bausteine hierzu lesen lassen; so u.a. eine «rahmenanalytische» Studie über die Thematisierung des sexuellen Kindesmissbrauchs (1966).

dem Motto: wer ist der beste und glaubwürdigste «crime fighter»? Jede Erwägung oder Argumentation, die sich als Relativierung des Kriminalitätsproblems lesen oder interpretieren lässt, ja fast jede Aufforderung zur Besonnenheit und zum genauen Hinschauen und sorgfältigen Differenzieren zieht den Verdacht und Vorwurf der Rechtfertigung und der Verharmlosung der Kriminalität auf sich.

Allerdings war dies nicht immer so: Kriminalität ist nicht per se und unabhängig von historischen und gesellschaftlichen Bedingungen ein gleichsam «geborener» Kandidat gesellschaftlichen Zwangskonsenses und ideologieneutralen Sachzwangs. Bekanntlich koexistierten über lange Perioden dieses Jahrhunderts hinweg zwei politisch sehr divergente Perspektiven auf die Kriminalität und deren Kontrolle: Kriminalität als «gewähltes» oder «verursachtes» Verhalten. So unbestritten auch die derzeit dominante – manche nennen es auch: die hegemoniale – Perspektive die individuelle Entscheidung des Straftäters in den Mittelpunkt der Kriminalpolitik rückt, so nachhaltig ist daran zu erinnern, dass diese Position ihre öffentliche Plausibilität und gesellschaftliche Akzeptanz erstens erst in den letzten zwei Jahrzehnten errungen hat und, zweitens, ihre Münzen und ihr Kapital weitgehend und in erster Linie aus den Prägestalten der Politik und der Ideologie bezieht, kaum aus den Einrichtungen von Wissenschaft und Forschung.

### **Zwei untrennbare Diskussionsebenen werden getrennt**

Diese politische Ebene des Kriminalitätsdiskurses ist kaum Gegenstand der öffentlichen, verständlicherweise auch nicht der politischen, ja selbst nicht durchweg der wissenschaftlichen Diskussion<sup>4</sup>, wenn es um Fragen der Kriminalität und den staatlichen und gesellschaftlichen Umgang mit ihr geht. Statt dessen wird in der einschlägigen Diskussion normalerweise und durchweg auf einer zweiten Ebene geredet: der vermeintlichen Ebene des Gegenstands und der Sache selbst.

Die Argumentation läuft dabei nach einem schlichten Muster, das sich in aller Knappheit wie folgt skizzieren lässt. Diese zweite «gegenständliche» Ebene gibt sich als die der gegenben und erfahrbaren Wirklichkeit, der «objektiven» Realität

aus - einer Realität, die umstandslos zu erkunden und festzustellen ist, jenseits von jeglicher politischen oder gesellschaftlichen Opportunität, Nützlichkeit und Zweckmäßigkeit. Zu dieser Feststellung benötige man einige Regeln, Instrumente und Fertigkeiten, derer sich im Prinzip jedermann bedienen könne. Diese Instrumente der objektiven und interesselosen Erfassung und Beschreibung krimineller Wirklichkeit sind im Laufe der letzten 150 Jahre in den modernen, arbeitsteilig organisierten Gesellschaften und Nationalstaaten als Institutionen gesellschaftlich-politischer Selbstbeschreibung wie wissenschaftlicher Datenquellen entwickelt, verfeinert und objektiviert worden. Sie gelten insgesamt als geeignet, die Ebene des Gegenstands der Diskussion getrennt und frei zu halten von der Ebene des Kriminalitätsdiskurses, bei der es um die politische oder auch nur soziale Nützlichkeit und Verwendung der Kriminalität und ihrer Entwicklung geht. Beeinträchtigungen und Verdächtigungen derart, dass politisches oder auch sonstiges Interesse an der Kriminalität auf diese selbst zurückwirken und sich in ihr niederschlagen könnten, gelten als unbegründet, wenn nicht gar als abwegig und verirrt.

Meine weiteren Überlegungen sind von den Zweifeln an der Richtigkeit und Haltbarkeit dieser Trennbarkeit und Unabhängigkeit der beiden unterschiedenen Ebenen des Kriminalitätsdiskurses bestimmt. Ich möchte die Leserinnen und Leser einladen, mich auf der Suche nach Argumenten und Sachverhalten zu begleiten, die die These der Unabhängigkeit sowie der objektiven und unbestechlichen Erfahbarkeit und Messbarkeit der kriminellen Wirklichkeit bestreiten. Mit dieser Suche verbinde ich eine Gegenthese, die von der Annahme ausgeht, dass Struktur und Umfang der Kriminalität auch in

<sup>4</sup> Dass die Kriminologie besonders durchlässig auch in ihren rein wissenschaftlichen - theoretischen, methodologischen wie empirischen - Bezügen ist, ist in der angelsächsischen Diskussion präziser und auch offener Gegenstand der Auseinandersetzung und Kritik, wird dagegen in der deutschsprachigen Diskussion nicht in der Weise beim Namen genannt, wie es wissenschaftliche Redlichkeit und die Sache selbst gebieten würde. So gibt es in der deutschsprachigen Kriminologie keine wissenschaftlichen Gegenstücke zu Arbeiten und Untersuchungen wie denen der bereits erwähnten K.Beckett, die indessen nur eine Stimme in einem grossen Chor von Forschern und Wissenschaftlern darstellt, die den «fremdbestimmten» Aspekten kriminologischer und kriminalpolitischer Forschung und Expertise nachgehen. Eher zufällig als mit einem Anspruch auf Repräsentativität oder gar Vollständigkeit möchte ich noch auf die Arbeiten von Stuart A. Scheingold (1984, 1991) hinweisen, die von der Neugier geprägt sind, worauf die amerikanische «Besessenheit von der Strassenkriminalität» zurückzuführen ist (1991, S. XI).

den demokratischen Gesellschaften des Westens durchlässig sind für Interessen und Nutzungen, die jenseits der kriminellen Wirklichkeit selbst liegen. Zuvor möchte ich jedoch noch einen anderen Gedanken für meine Überlegungen verfügbar und nutzbar machen. Ich erhoffe mir von diesem Gedanken einen Brückenschlag zwischen den beiden Ebenen des Kriminalitätsdiskurses – der Ebene der Wirklichkeit der Kriminalität und der ihrer politischen Instrumentalisierung und Verwertbarkeit.

Bekanntlich liegt in Sachen der Kriminalität die kategoriale «Benennungsmacht» – ein Ausdruck des französischen Soziologen Pierre Bourdieu – in den Händen des Staates. Dieser hat die Autorität des ersten und letzten Wortes in diesen Angelegenheiten - im gesellschaftlichem Grossen ebenso wie im individuellen Kleinen. Die Hoheit darüber, welches und wessen Verhalten in einer Gesellschaft als kriminell bezeichnet und behandelt wird, steht dem Staat und seinen dafür eigens eingesetzten Institutionen der Strafjustiz zu. Dieser als Kriminalisierung bezeichnete Vorgang läuft - in rechtssystematischer Terminologie - auf den beiden Ebenen der Rechtssetzung bzw. «Normgenese» einerseits und der Rechtsanwendung andererseits ab. Der französische Rechtssoziologe Ph. Robert (1990) unterscheidet hier zwischen «primärer» und «sekundärer» Kriminalisierung.

Der ganze Prozess der Kriminalisierung wird im Hauptstrom kriminologischen Denkens jedoch an die Peripherie des wissenschaftlichen Interesses gerückt. Er ist für diese Kriminologie eher Voraussetzung und Fundament als Gegenstand kriminologischer Neugier. Insbesondere galt und gilt dies für diejenige Kriminologie, die sich in der ersten Hälfte dieses Jahrhunderts im kriminellen Täter auf die – weitgehend erfolglose - Spurensuche nach den Ursachen der Kriminalität eingegraben hat, der positivistischen Kriminologie, deren «grösstes Verdienst» D. Matza (1973) auf die sarkastische Formel gebracht hat, dass sie den Zusammenhang zwischen Kriminalität und dem Staat verschüttet habe.

### **Staat zieht Nutzen aus Kriminalität**

Diese Rolle des Staates für die Konstitution der Kriminalität und den selbstbezüglichen Nutzen, den der Staat aus der Kriminalität bezieht, ist auf ebenso unnachahmliche wie oft mit Entrüstung quittierte Weise von einem der renommiertesten lebenden historischen Soziologen charakterisiert worden. Den methodologisch ebenso peniblen wie theoretisch anspruchsvollen empirischen Studien zur Transformation der vorindustriellen europäischen Gesellschaften zu industriellen Nationalstaaten von Charles Tilly entnehme ich eine Quintessenz von ausserordentlicher kriminologischer Bedeutung. Sie macht insbesondere den Blick frei auf den staatlichen und politischen (Sekundär)-Gewinn der Kriminalität. In einem Aufsatz mit dem Titel «War Making and State Making as Organized Crime» stellt Tilly (1985) eine Analogie her zwischen dem Prototyp organisierter Kriminalität, dem mafiosen Schutzkartell, dem zentralen Formationsmechanismus und der Funktionsweise moderner Staatlichkeit.

In seiner Argumentation geht Tilly von der auch kriminologisch akzeptablen und praktizierten Definition aus, wonach die Quintessenz eines kriminellen Schutzkartells in der Androhung von Gewalt und Schaden und dem gleichzeitigen kommerziellen Versprechen der Schutzgewährung vor eben diesen Schäden besteht. Hier zieht Tilly die Parallele zu der Genese der modernen Staatenbildung und der Funktionsweise von moderner Staatlichkeit überhaupt. Ich zitiere diese Passage - in eigener Übersetzung - wörtlich, um daraus für meine weitere Gedankenführung Plausibilität zu schöpfen: «Nach dieser Definition gleicht die staatliche Schutzvorsorge oft dem Muster des kriminellen Schutzkartells. In dem Ausmass, in dem die Bedrohungen, gegen die eine Regierung ihre Bürger schützt, imaginär oder Folgen ihrer eigenen Politik und Aktivitäten sind, hat die Regierung ein Schutzkartell etabliert. Da Regierungen selbst üblicherweise Bedrohungen von aussen simulieren, stimulieren oder selbst herstellen und da die repressiven und belastenden Aktivitäten der Regierungen oft die gravierendsten dauerhaften Bedrohungen des Lebens der eigenen Bürger darstellen, operieren viele Regierungen nach dem Muster von Schutzkartellen. Allerdings gibt es einen Unterschied zwischen beiden: nach konventionellem

Verständnis operieren Schutzkartelle ohne die «Heiligkeit» von Regierungen» (Tilly 1985, S. 171).

Tilly formuliert damit sehr direkt den Zusammenhang zwischen den beiden von uns unterschiedenen Ebenen des Kriminalitätsdiskurses. Er lässt in ein und demselben (staatlichen) Akteur zusammenfallen, was uns üblicherweise in der Form zweier getrennter Akteure gegenübertritt: den Handelnden im Bereich des kriminellen Geschehens und der strafbewehrten Wirklichkeit einerseits und andererseits den Handelnden im Bereich der Institutionen, deren Funktion es ist, auf Kriminalität kontrollierend, antizipierend, sanktionierend und strafend zu reagieren. Bezogen auf das eingangs ausgebreitete Rezept von Gingrich zur Gewinnung politischer und gesellschaftlicher Mehrheiten verweist die von Tilly seinem historischen Material abgewonnene Logik auf Zusammenhänge und Folgerungen, die man nur aus historischer, geografischer und kultureller Distanz zu akzeptieren bereit ist und wohl nicht in Rechnung zu stellen vermag, wenn es um die Gegenwart und die Verhältnisse geht, an denen man selbst als Handelnder teil hat. Denn Tillys Argument und Analogie wollen ja sagen, dass der Staat nicht nur den Nutzen und Gewinn aus der Kriminalität abschöpft, sondern u.U. auch für die Kriminalität - simulierend oder fabrizierend - sorgt, an die er seinen Nutzen heften kann. Wenn denn die Todesstrafe ein politischer Mehrheitsbeschaffer von so zentraler Bedeutung ist, dann benötige ich die Kontrolle und die Herrschaft über die sie rechtfertigenden Anlässe und Ereignisse. Es lässt sich auch fragen: wo kriegen Staat und Politiker die Kriminalität her, deren Dienste und Nutzen sie so sehr schätzen?

### **Wiederkehr der Repression in der strafrechtlichen Kontrolle**

Ich möchte nunmehr diesen Gedanken näher an das Tagungsthema heranführen. Vorweg ist der auf die Situation der USA zugeschnittene Aphorismus aus dem Munde von Gingrich in den europäischen Kontext zu transponieren. Als Daumenregel lässt sich dazu sagen: was im amerikanischen Kontext die Todesstrafe symbolisiert und darstellt, ist für die europäische Situation das Gefängnis bzw. der Freiheitsentzug. Freilich handelt es sich in beiden Fällen – der Todesstrafe da, der Einkerkerung hier – lediglich um die Chiffre für ein ganzes Bündel

von Erscheinungen auf dem Feld der staatlichen Sozialkontrolle, die alle in die gleiche Richtung zunehmender Strafbereitschaft bzw. Punitivität weisen. Insofern handelt es sich um handliche und argumentative Kürzel, die für ein ganzes Spektrum repressiver Massnahmen und Reaktionen auf strafbare Handlungen stehen. Im übrigen sollte die Differenz zwischen den USA und Europa in bezug auf den Umgang mit dem Rechtsbrecher, wie sie sich in Todesstrafe oder Kerker niederschlägt, nicht eurozentrisch überbewertet werden: die Anfälligkeit für «moralische Paniken» in Fällen besonders abstossender Kriminalität gegenüber besonders wehrlosen und «unschuldigen» Opfern - etwa bei Kindesmissbrauch oder terroristischen Anschlägen - lässt auch in Europa, zumindest in Umfragen, den Ruf nach der Todesstrafe allzu schnell aufkommen.

Insgesamt lässt sich denn für nahezu alle westeuropäischen Länder auf dem Gebiet der Kriminalpolitik und der Strafrechtspolitik eine Tendenz der Verschärfung, eine Renaissance der repressiven Methoden zur Kontrolle und Bekämpfung der Kriminalität ausmachen. I. Taylor (1999, 1998/99) verwendet als wichtigsten Indikator und Beleg für die These einer «Explosion of Penalty» (1999, S. 187ff.) die Entwicklung der Gefängnisziffern in den verschiedenen europäischen Ländern. Diese sprechen in der Tat eine deutliche Sprache: im Zeitraum von 1990 bis 1996 hat die Gefängnispopulation in den 16 europäischen Länder um durchschnittlich 21% zugenommen, wobei das einst strafliberale Holland mit einer Steigerung der Gefängnispopulation um 73% den unrühmlichen Spitzenplatz einnimmt, die skandinavischen Länder hingegen ihren liberalen Ruf auf dem Gebiet der Kriminalpolitik in dieser Hinsicht haben retten können (Taylor 1998/99, S. 340). Ob diese europäische Entwicklung amerikanische Dimensionen und Ausmasse annimmt, ob es auch

<sup>6</sup> John Irwin und James Austin sprechen im Titel ihrer ätzenden Kritik des Ausbaus des US-amerikanischen Gefängnisystems von «America's Imprisonment Binge»: «binge» wird im Lexikon als «uncontrolled eating and drinking» erläutert. Diese innerhalb von drei Jahren in zweiter Auflage erschienen Monografie zeichnet die Entwicklung der USA «vom wohlthätigen zum strafenden Staat» (L.D. Wacquant (1997) in ihren quantitativen, sozialen und politischen Dimensionen sehr eindringlich und überzeugend nach. Vgl. zur amerikanischen Situation auch die sehr sorgfältige und ausgewogene Diskussion bei Savelsberg (1998/99).

in Europa zu jenen US-Exzessen der «punishment explosion» (Savelsberg 1998/99, S. 189) kommt, die J. Irwin und J. Austin in das Metaphernvokabular zügellosen Essens und Trinkens<sup>6</sup> greifen liess, lässt sich noch nicht ausmachen, rundum ausschliessen lässt es sich wohl auch nicht.

### **Verschärfung der Repression auch im Jugendstrafrecht**

Diese Tendenz ist auf dem Feld der Jugendstrafrechtspolitik, dem Feld strafrechtlicher Sozialkontrolle, um das es hier vordringlich geht, ebenso eindrucksvoll aufzuzeigen - eine fast logische Konsequenz angesichts der Tatsache, dass sich gerade auf diesem Terrain die eiserne Faust des Strafrechts noch bis in die jüngste Zeit hinter ein Paar Glacéhandschuhen zurückgezogen hatte - Handschuhe freilich, die sich eben auch mühelos wieder entfernen lassen, wie sich jetzt leicht beobachten lässt<sup>7</sup>.

Ich möchte diese Entwicklung mit ein paar Beispielen mit symptomatischem Stellenwert belegen. Es handelt sich dabei nicht nur um bereits gesetzlich etablierte Massnahmen und Rechtsfolgen, sondern z. T. erst um «Denkanstösse» und blosser Diskussionen, die sich noch im Vorhof des jugendstrafrechtlichen Paragraphenturms befinden. Dies trifft insbesondere auf die deutsche Situation zu.

Auf der europäischen Bühne am weitesten vorangeschritten auf dem (Rück)weg zu einem Jugendstrafrecht in seinem buchstäblichen Sinne - d. h. mit der Betonung auf den strafenden Aspekt - ist zweifellos Grossbritannien. Ein Blick darauf lohnt sich aus zwei Gründen. Zum einen gibt es eine auffallende Parallellität zwischen Deutschland und Grossbritannien in bezug auf neue Konzepte und Elemente eines schärferen und erweiterten Jugendstrafrechts. Zum anderen werden diese neuen Tendenzen in Grossbritannien bereits praktiziert und realisiert, so dass sich erste Befunde und

Ergebnisse registrieren lassen. Auf dem 24. Deutschen Jugendgerichtstag im September 1998 in Hamburg berichtete ein Referent des britischen «Home Office» detailliert über die Prinzipien und neue Ansätze in der englischen Jugendstrafrechtspolitik (Graham 1998). Dieser Quelle, gegengelesen mittels einer theoretisch und grundsätzlich ausgreifenderen Behandlung von «new labour - new penology» (Brownlee 1998), verdanken sich die folgenden Informationen, soweit sie sich auf England beziehen<sup>8</sup>.

1. An erster Stelle sind zweifellos die Renaissance und zurückgekehrte Hoffähigkeit freiheitsentziehender Massnahmen der wohl härteste Indikator für die repressive Trendwende in der Kriminalpolitik, und zwar auch gegenüber jungen Menschen. Das Gefängnis ist kein Tabu mehr, wird nicht länger als ärgerliches Überbleibsel eines überkommenen Strafrechts angesehen. Die Schaffung neuer Gefängniskapazitäten als Antwort auf die wachsende Überbelegung der Gefängnisse, insbesondere der Untersuchungsgefängnisse, wird unbefangen diskutiert. In der Bundesrepublik wird dieser erneute Rückgriff auf den Freiheitsentzug als Kriminalstrafe am nachhaltigsten in der seit etlichen Jahren immer wieder aufkommenden Forderung der Wiedereinführung geschlossener Heime für Jugendliche sichtbar.
2. Der das Jugendstrafrecht und seine Sanktionen auch gesetzlich verbriefte Erziehungsgedanke wird in der politischen und öffentlichen Diskussion relativiert und gegenüber dem Strafgedanken zurückgewichtet - bis hin zum Vorschlag, dies auch in einer Gesetzesnovellierung zum Ausdruck zu bringen.
3. Eine Ausweitung der strafrechtlichen Verantwortung von jungen Menschen durch eine Einschränkung der Möglichkeit, die Einrede der noch nicht vorhandenen Einsichtsfähigkeit und moralischen Kompetenz gegen eine Bestrafung zu erheben. Dieses Rechtsinstitut - «doli incapax» genannt - spielt insbesondere in der englischen Diskussion eine prominente Rolle.

<sup>7</sup>Über Jahre hinweg hegten viele Praktiker der Kriminalpolitik und Theoretiker der Kriminologie die Illusion, das Jugendstrafrecht liesse sich als avantgardistischer Vorposten zur Zähmung, wenn nicht gar zur Abschaffung des Strafrechts einsetzen und instrumentalisieren. Diese Hoffnung heftete sich an Stichworte alternativer und informeller Reaktionen wie das der «Diversion», des «Täter-Opfer-Ausgleichs» und analoger ambulanter nicht-punitiver Rechtsfolgen. Ich habe an anderer Stelle hierzu einige korrigierende und einschränkende Anmerkungen gemacht (Sack 1995).

<sup>8</sup>Die Parallellität der englischen und deutschen Entwicklung auf dem Gebiet der Jugendstrafrechtspolitik lässt sich - bei aller Zeitversetzung und unterschiedlichen Rhetorik - aus einem Vergleich zweier Beiträge auf dem 24. Deutschen Jugendgerichtstag entnehmen: des Beitrags vom Mitglied des britischen Home Office mit der Abschlussrede der Hamburger Justizsenatorin auf dem Jugendgerichtstag (Peschel-Gutzeit 1998).

Hier soll es für Kinder zwischen 10 und 13 Jahren generell abgeschafft werden (Graham 1998, S. 317).

4. Auf eine Ausweitung des Jugendstrafrechts zielt ebenso der in die Diskussion gebrachte Vorschlag einer Herabsetzung des Strafmündigkeitsalters unter die in Deutschland jetzt geltende Grenze von vierzehn Jahren – 12 Jahre ist der häufigste Änderungsvorschlag.
5. Auf eine Reduzierung der nach Jugendstrafrecht zu behandelnden Straftäter zielt der Vorschlag, die Gruppe der Heranwachsenden prinzipiell nach dem schärferen Erwachsenenstrafrecht zu behandeln.
6. Eine weiterer Schritt zur repressiven Effektivierung des Strafrechts ist in den intensiven Bemühungen zur Beschleunigung der Strafverfahren ins besondere im Jugendbereich zu sehen. Diese Forderung gehört zu den populärsten und populistischsten Vorschlägen aus dem Reservoir von verschärfenden Massnahmen im Jugendstrafrecht - die Vorstellung, dass nur eine «Strafe, die auf dem Fusse folgt», ihre intendierte Wirkung gewährleistet, trifft im gesunden Menschenverstand, aber auch unter Juristen, Politikern und Journalisten auf eine Akzeptanz, der keine professionelle Psychologie oder Pädagogik etwas anhaben kann, gegen die sich auch rechtsstaatliche Bedenken sehr schwer tun: als ob die Schnelligkeit und Promptheit einer Reaktion oder Sanktion schon deren Vernunft und Effektivität verbürgt. In Grossbritannien wird die Beschleunigung der Verfahren mit rigorosen Zeitbudget-Vorgaben durchgesetzt (Graham 1998; S. 319).
7. Eine rechtsstaatlich besonders bedenkliche Erscheinungsform der Tendenz zu einem repressiveren Strafrecht, wiederum insbesondere gegenüber Jugendlichen, ist die zu beobachtende offene und öffentliche Justizschelte, an der sich Medien ebenso wie Politiker lautstark und ungeniert beteiligen. Im letzten Hamburger Wahlkampf wurde diese Schelte - in Nachahmung des Mottos von «new labour»: «crime is a labour issue»-zur geflügelten SPD-Parole der drei «I»: zu lasch, zu lau, zu langsam».

8. Aus dem England des «new labour» wird auf jugendstrafrechtlichem Feld eine Praxis bereits gesetzlich erprobt, deren Vorboten sich auch in der Bundesrepublik beobachten lassen: die stärkere und strafbewehrte Heranziehung elterlicher Verantwortlichkeit für das straffällige Verhalten ihrer Kinder. Den Eltern können Erziehungs- und Kontrollauflagen für bestimmte Perioden auferlegt werden, deren Nichteinhaltung mit Geldstrafe geahndet wird.
9. Am bedenklichsten mag eine Tendenz sein, deren rechtstat-sächlicher Niederschlag erneut in Grossbritannien zu beobachten ist und die sich auch als ein Aspekt des zunehmenden Eindringens des Strafrechts in die Welt der Familie und der Kinder: Ausgangssperren für Kinder unter zehn Jahren, die von der Polizei oder anderen lokalen Institutionen verhängt werden können. Die Interventionsbefugnis geht jedoch weit darüber hinaus und kann sich als «Kindessicherheitsan-ordnung» auf Auflagen der unterschiedlichsten Art beziehen.

### **Symbolträchtigkeit der Jugend als Grund für repressive Tendenz**

Diese durchaus erweiterbaren Beispiele belegen nachhaltig die These von der repressiven Auf- und Nachrüstung, die sich seit etwa Mitte der siebziger Jahre, zunächst in den USA, dann aber auch in den westeuropäischen Ländern, auf dem Gebiet der Kriminalpolitik und der Inneren Sicherheit beobachten lässt. Dass diese Tendenz auf dem Gebiet des Jugendstrafrechts besonders markant ausfällt, hat dabei mehrere Gründe. Die beiden wichtigsten dieser Gründe dürften zum einen in der besonderen Symbolträchtigkeit der Jugend und ihrer gesellschaftlichen Integration für die sich permanent wandelnden heutigen Gesellschaften, zum anderen in dem augenfälligen Kontrast zu suchen sein, den eine politische Rückwärtsentwicklung des Strafrechts gerade in derjenigen seiner Teilregionen auslöst, die sich gerne als des Strafrechts liberales Parade- und Vorzeigefeld stilisiert.

Die vorstehende These wird sicherlich nicht rundum geteilt. Politiker aus Richtungen, die Kriminalität eher als gesellschaftlichen Vorgang denn als individuelles moralisches Versagen begreifen, werden einer (normativen) Feststellung zustimmen, wie sie die bereits erwähnte Hamburger Justiz-

senatorin auf dem letzten Deutschen Jugendgerichtstag getroffen hat: «Wir brauchen keine Verschärfung unseres Jugendstrafrechts» (Peschel-Gutzeit 1998, S. 322). Dennoch gilt auch für sie wohl mittlerweile die Formel, die einmal mehr als britischer «new-labour»- Import auf dem Feld der Kriminalpolitik über die Grenzen Grossbritanniens hinaus festen Einzug gehalten hat: «tough on crime - and tough on the causes of crime». Die Reihenfolge der beiden Glieder dieses Mottos ist dabei ebenso bemerkenswert wie gezielt gewählt - dass die kriminalpolitische Realisierung beider Ziele zudem ungleichgewichtig zugunsten des «tough on crime» verläuft, hat am Beispiel Grossbritanniens I. Brownlee (1998) in einer sehr überzeugenden Zwischenbilanz der neuen Kriminalpolitik durch die Labour-Regierung aufgezeigt. Eine Schlussfolgerung hieraus, die die Fussangeln einer punitiven «more-of-the-same-Kriminalpolitik» gut auf den Punkt bringt, sei allen Experten und Entscheidungsträgern auf diesem Politikfeld nicht vorenthalten: «The punitive rhetoric sustains a ‚punishment deficit‘ in as much as it fuels expectations among the public that crime can be controlled effectively by a police of deterrence through punishment» - gegen diesen sich «selbst tragenden» Prozess zunehmender Punitivität und Repression stellt der Autor als letzten Satz seines Beitrags diese Feststellung: «... the last twenty years have amply demonstrated that tough rhetoric alone is no alternative to effective action against crime» Brownlee 1998, S. 334 u. 335).

Es würde den Rahmen dieses Beitrags sprengen, wollte man den über die Kriminalität und die Kriminalpolitik hinausweisenden Zusammenhängen der aufgezeigten repressiven Entwicklung dieses Politikfeldes weiter nachspüren. Wenn es vielleicht auch eine zu pathetische und pointierte Formulierung ist, diese erwartungswidrige Tendenz als einen unerhörten Vorgang «regressiver Modernisierung» und Zivilisierung zu bezeichnen, so wäre mit dem Stichwort der «Modernisierung» zumindest ein theoretischer Pfad bezeichnet, den es zur weiteren Bearbeitung der Frage nach den tieferen Ursachen und Bedingungen der aufgezeigten Entwicklung zu beschreiten gälte. Schritte auf diesem Weg habe ich selbst (Sack 1997) und haben andere Kriminologen bereits unternommen - alle führen sie in die Richtung der dramatischen

Strukturwandlungen der modernen Gesellschaft, für die bislang weder die Wissenschaften noch andere Einrichtungen gesellschaftlicher Selbstbeobachtung ein allgemein akzeptiertes Vokabular zur Verfügung haben. Für die Kriminologie geht es dabei einmal mehr und erneut um die allgemeine Analyseperspektive eines «crime in context» (I. Taylor 1999), darüber hinaus um die spezifische Perspektive auf einen Typus von Gesellschaft, der J. Young (1999) den Titel seines neuesten Buches entliehen hat: «The Exclusive Society»<sup>9</sup>.

### **Staatliche Logik der Kriminalpolitik auf den Kopf stellen**

Auch dieser Beitrag versteht sich als ein Versuch, die kriminologische und kriminalpolitische Analyse von ihrer üblichen disziplinären Engführung ein wenig freizumachen. Dazu rekapituliere ich in aller Knappheit den bisherigen Gedankengang. Ich habe mit einigen allgemeinen Überlegungen über die vereinnahmende und instrumentalisierende Besetzung der Kriminalität und Kriminalpolitik durch Politik und Politiker, und zwar zunehmend aller inhaltlichen Couleurs, begonnen - die theoretische und historisch eingelöste Begründung dafür lieferte mir ein Befund aus den sozialhistorischen Studien von Charles Tilly. Daran schloss sich der Ausweis der wachsenden Punitivität der Gesellschaft und einer Renaissance und eines Wiedererstarkens des repressiven Moments staatlich-strafrechtlicher Sozialkontrolle an.

Ich komme jetzt zurück auf die bereits oben erwähnte politische Präsentations- und Gebrauchslogik des Rückgriffs auf die Kriminalität und Kriminalpolitik von Seiten politischer und anderer öffentlicher Akteure für Zwecke und Funktionen, die so offensichtlich jenseits der Grenzen effektiver Kriminalitätskontrolle liegen. Diese Logik, so sahen wir oben, stellt sich bekanntlich rechtfertigend so dar, dass die Kriminalpolitik einen Reflex der Kriminalität darstellt. Wäre ich dieser Logik bzw. oft behaupteten Kausalität gefolgt, hätte ich den jetzt

<sup>9</sup> Angesichts der Tatsache, dass auch die Kriminologie nicht verschont bleibt von dem wachsenden Schwinden des historischen Bewusstseins und der notorischen Amnesie, sei darauf verwiesen, dass es sich bei Ian Taylor und Jock Young um just zwei derjenigen Autoren handelt, die vor nunmehr einem Vierteljahrhundert mit ihrem Bestseller und dem in viele Sprachen übersetzten Buch «The New-Criminology» die Ära der «kritischen» Kriminologie eingeläutet und ihr eine Art Manifest gegeben haben.

folgenden Teil meiner Überlegungen voranstellen müssen. Statt dessen möchte ich den Befund einer erhöhten Punitivität moderner Gesellschaften und der staatlichen repressiven Aufrüstung zum Ausgangspunkt - und eben nicht zum Endpunkt - meiner nächsten Überlegungen machen. Ich knüpfe daran eine These, die die gewohnte gesellschaftliche und staatliche Logik, zumal diejenige des Strafrechts und der Kriminalpolitik auf den Kopf stellt. Die These bestreitet die üblicherweise behauptete und unterstellte Sequenz und Kausalität zwischen der Kriminalität und der gesellschaftlichen und staatlichen Reaktion auf sie.

### **Gegenthese: Auf Repression folgt Kriminalität**

Die Notwendigkeit einer härteren Gangart gegen das Verbrechen, das repressive Halali wird begründet und legitimiert mit der Behauptung des Anstiegs der Kriminalität, der zunehmenden Bedrohung durch Kriminalität, der gestiegenen Kriminalitätsfurcht in der Gesellschaft. Meine dagegen gerichtete Lesart und These geht stattdessen davon aus, dass der behauptete Zusammenhang, insbesondere die angenommene zeitliche Ordnung der Entwicklung der Kriminalität einerseits und der sich verschärfenden strafrechtlichen Repression sowie der zunehmenden Bedrohungsängste andererseits empirisch nicht nachzuweisen ist. Meine Gegenthese möchte ich in zwei Varianten formulieren. In ihrer moderaten Form lautet sie, dass es sich bei beiden Entwicklungen – der der kriminellen Wirklichkeit und der der repressiven Tendenzen im Strafrecht – um von einander unabhängige Prozesse handelt. Die radikale Variante meiner Gegenthese lautet sogar, dass die zeitliche Abfolge der beiden unterschiedenen Entwicklungen eine entgegengesetzte Sequenz als die behauptete aufweist, dass m.a.W. die Veränderung der «objektiven» kriminellen Wirklichkeit der härteren Gangart in der Kriminalpolitik, der gestiegenen Punitivität der Gesellschaft und des Staates im Umgang mit der Kriminalität nicht vorangeht, sondern ihr folgt. Die gestiegene Kriminalität ist nicht als Ursache oder Begründung, sondern als Rationalisierung für eine schärfere und repressivere Kriminalpolitik anzusehen.

Wie lässt sich eine solche Behauptung mit Argumenten und nachvollziehbaren Beobachtungen verteidigen, vielleicht sogar belegen, zumindest aber plausibel machen? Es würde

mir genügen, denjenigen Politikern, Meinungsmachern, auch Kriminologen, deren Überzeugung vom permanenten Anstieg der Kriminalität der Palmströmschen Familie von Behauptungen zuzurechnen ist, denenzufolge nicht sein kann, was nicht sein darf, ein wenig zum Innehalten zu bringen. Ich möchte dazu im Folgenden einige Argumente zusammentragen. Diese haben – dies sei vorangeschickt – nicht die Eleganz und Schlagkraft einer Studie aus den USA von der bereits erwähnten K. Beckett (1997), die vier Zeitreihen von Ereignissen über eine Periode von zehn Jahren miteinander verglichen hat: den statistischen Kriminalitätsverlauf, die öffentliche Besorgnis über die Kriminalität, die Medienberichterstattung über die Kriminalität und staatliche Anti-Kriminalitäts-Initiativen. Ihr zentraler Befund: es gibt keine empirische Korrelation zwischen der Verlaufskurve der Kriminalität und denen der drei übrigen Ereignisse.

Ein erstes Argument entnehme ich einer vielfach selbst gemachten, aber auch von anderen mitgeteilten Beobachtung in Bezug auf das in der Gesellschaft vorhandene Wissen sowie die gehegten Vorstellungen über ihre eigene kriminelle Wirklichkeit. In der allgemeinen Öffentlichkeit, beim den Leuten auf der Strasse ebenso wie bei den Akteuren von Politik und Medien und zunehmend auch in der einschlägigen Wissenschaft trifft man auf eine bestimmte Überzeugung bezüglich der empirischen Wirklichkeit der Struktur und Entwicklung der Kriminalität. Es ist die Struktur dieser Überzeugung, auf die sich meine Argumentation stützt. Sie hat nicht die Form eines der empirischen Täuschung ausgesetzten Urteils. Vielmehr ist sie eine gegen Irrtum, anders lautende Informationen und Dementis gleich welcher Art immunisierte Überzeugung. Inhaltlich enthält diese Überzeugung die Botschaft und die Aussage einer ständigen und in den letzten Jahren ins Unerträgliche gestiegenen Bedrohung durch die Kriminalität. Ich habe in den letzten Jahren anlässlich von Vorträgen und Podiumsdiskussionen immer wieder Zorn und Zurückweisung bei dem Versuch erfahren, der These von der angestiegenen Kriminalität kriminologisch und empirisch gut bewährter Skepsis und Relativierung entgegenzuhalten. Jedes «Aber» ist in solchen Diskussionen schon zuviel und löst Unmut aus.

Versteht man unter Mythos nach Roland Barthes jenen besonderen Typus des Überzeugungs- und Aussagensystems einer Gesellschaft über sich selbst, der zwar auf der Wirklichkeit basiert, diese aber in bestandessicherer und undementierbarer Weise verzerrt, übersteigert und deformiert, dann haben wir es im Falle der Kriminalität und der von ihr ausgehenden Bedrohung mit einem solchen Mythos moderner Gesellschaften zu tun. Mein erstes Argument zugunsten der These, dass selbst die gemessene kriminelle Wirklichkeit eine Funktion der subjektiven Bedrohungsgefühle und Strafbedürfnisse - und nicht umgekehrt - darstellt, lautet also etwas pointiert formuliert: der Mythos-Charakter des Wissens bzw. der Überzeugung von der Bedrohung der Gesellschaft durch die Kriminalität immunisiert diese Überzeugung gegen ihre Korrektur oder «Beschädigung» durch eine anders lautende Wirklichkeit.

### **Kriminalstatistiken für die Wissenschaft ungeeignet**

Ich komme zu meinem zweiten Argument. Wenn es eine so unerschütterbare Überzeugung von der bedrohlichen Zunahme der Kriminalität gibt, dann stellt sich die Frage, wie diese Überzeugung in den Rang einer sozialen Tatsache und eines intersubjektiv gültigen Sachverhalts gehoben werden kann. Wie findet dieser Prozess der Objektivierung dieser Überzeugung statt? Wer verfügt über die Instrumente und Methoden dieser Etablierung von Sachverhalten auf dem Gebiet der Kriminalität?

Damit bin ich bei der Frage nach dem Stellenwert der amtlichen Kriminalstatistiken und der Rolle angelangt, die dieses Instrument der staatlichen Sündenregistratur moderner Gesellschaften spielt. Die Kriminalstatistiken sind das wichtigste, oben bereits erwähnte Terrain, das man zu betreten hat, wenn man sich an der Frage zur Bestimmung des quantitativen Umfangs und der qualitativen Struktur der Kriminalität beteiligen möchte. Dazu ist indessen mehr zu sagen, als eingangs zur Sprache gekommen ist. Ich will mich auf dieses Instrument der «Abbildung» der kriminellen Wirklichkeit konzentrieren, obwohl mir natürlich nicht entgangen ist, dass mittlerweile - wenn auch mit der disziplin-üblichen Verspätung - in die Kriminologie in der Form von Opferbefragungen,

Selbstmeldeerhebungen etc. methodische Verfahren der empirischen Sozialwissenschaften Einzug gehalten haben, die einen direkten und nicht staatsvermittelten Zugang zur kriminellen Wirklichkeit ermöglichen.

Die Kriminalstatistiken sind seit einigen Jahren wieder stärker in den Mittelpunkt kriminologischen Interesses gerückt, nachdem sie über Jahre hinweg kaum eine Bedeutung für die Fragen und Probleme der Kriminologie gehabt haben. Dies hängt mit der Struktur und dem Typ der Fragen selbst zusammen, die sich die Kriminologie zu beantworten vornimmt oder derer sie sich schlicht annimmt oder zumuten lässt. Es scheint keine Frage zu sein, dass sich die Kriminologie heute wieder stärker um Antworten auf Fragen bemüht, die ihr von aussen gestellt werden, vornehmlich von der Politik, aber auch von anderen Gruppen der Gesellschaft und Trägern der Öffentlichkeit. Und ebenso fraglos rangiert von den von der Kriminologie erbetenen Antworten diejenige nach Umfang und Entwicklung der Kriminalität an vorderster Stelle.

Lassen Sie mich deshalb einige Einwände und Kritikpunkte zusammentragen, die es m. E. verbieten, die Kriminalstatistiken als Messinstrumente der Struktur und der Entwicklung der Kriminalität zu verwenden. Vorweg muss ich jedoch gestehen, dass ich als Kriminologe mit jahrzehntelanger Berufs- und Lehrerfahrung nicht vermutet hätte, dass der Kriminologie und einigen ihrer bestellten Verwalter so elementare und propädeutische Erkenntnisse wie die über den methodischen und empirischen Stellenwert amtlicher Kriminalstatistiken verloren gehen könnten. In der Tat: die Bereitschaft, mit der die Kriminologie Kriminalstatistiken erneut zum Instrument der von ihr abverlangten «Objektivierung» krimineller Wirklichkeit macht, bezahlt sie mit einem nicht geringen Preis. Man ist versucht, auch hier von einem Prozess regressiver Modernisierung zu sprechen, besser vielleicht noch von einer Art methodologischer Amnäsie.

Kriminalstatistiken werden wieder – entgegen einer gesichert geglaubten Erkenntnis – für Zwecke und Antworten eingesetzt und verwendet, für die sie schlicht nicht gemacht und auch nicht geeignet sind. Noch bis vor kurzem gehörte es zum schulenübergreifenden Konsens unter den wissen-

schaftlichen Experten jeder Couleur, die sich mit Problemen der Kriminalität befassten, dass Kriminalstatistiken welcher Art und Etage auch immer Teil und Produkt des inhaltlichen Gegenstands und der gesellschaftlichen Realität sind, mit der es die Kriminologie zu tun hat. Sie sind ein Teil des Untersuchungsgegenstands «Kriminalität» – wenn auch nur als statistische und administrative Selbstbeschreibung der die «Kriminalität» konstituierenden und kontrollierenden staatlichen Institutionen — und können daher nicht die Funktion eines methodischen und empirischen Instruments in der Hand des aussenstehenden Beobachters und Forschers sein. Die Gültigkeit der Kriminalstatistiken - das heisst die Realität, die sie messen - bezieht sich ausschliesslich auf das Handeln der staatlichen Instanzen sozialer Kontrolle. Diese Erkenntnis, die der Kriminologie in dieser Form und Konsequenz erst sehr allmählich, aber, wie es derzeit scheint, doch (noch) nicht endgültig zugewachsen ist, verbietet es, Kriminalstatistiken für die Frage nach der Entwicklung der Kriminalität zu gebrauchen bzw. zu missbrauchen<sup>10</sup>.

<sup>10</sup> Der Raum, aber auch die offensichtliche Vergeblichkeit aller bisherigen einschlägigen Bemühungen lassen die Tinte in meiner Feder schon bei dem Gedanken gerinnen, einige Marksteine auf dem Weg zu dieser Erkenntnis auszubreiten. Dies sollte nicht als wissenschaftliche oder altersstarrsinnige Arroganz missverstanden werden, sondern sollte als Ausdruck der nachhaltigen Überzeugung des Verfassers verstanden werden, dass wir hier mit einer Mauer der Aufnahmebereitschaft von Gesellschaft, Politik und Öffentlichkeit für wissenschaftlich gesicherte Erkenntnisse konfrontiert sind, die sich nicht mehr mit dem schlichten und durch seine Wiederholung besinnungslos gewordenen Ruf nach mehr Aufklärung oder - wie es im Kontext der Politik gerne heisst - besserer «Vermittlung» überwinden können. Dennoch will ich nicht ganz auf das Ritual wissenschaftsgemässer Fundierung und Verweisung meiner Argumentation verzichten und wenigstens Verweisverweise geben. - Was die Brauchbarkeit kriminalstatistischer Informationen für die Zwecke der «Abbildung» und der Entwicklung der Kriminalität angeht, ist man als Kriminologe fast schon in der Seiten verkehrenden Versuchung, sich der polizeilichen Autorität in dieser Sache anzunehmen: ein Blick in die redaktionellen und benutzerorientierten Vorbemerkungen der jährlichen Polizeilichen Kriminalstatistik des Bundeskriminalamts sollte jeden Politiker, Journalisten, Öffentlichkeitsarbeiter und Gesellschaftsinterpreten, erst recht natürlich jeden Sicherheitsexperten gefeit machen gegen die notorische Überreizung und missbräuchliche Verwendung der dort präsentierten Informationen. Kriminologen, also die eigentlichen gesellschaftlich bestellten Experten auf diesem Gebiet, sollten ihre eigenen Lehrbücher und Wörterbücher – so etwa die einschlägigen Eintragungen («Dunkelfeld», «Kriminalstatistik») im Kleinen Kriminologischen Wörterbuch (Kaiser u.a. 1993) – ernster nehmen, wenn es um die Anwendung - im Gegensatz zu seiner Darstellung und Ausbreitung - ihres kanonisierten Wissens geht: dort kann man oft erleben, dass das Methodenwissen, und insbesondere das der Verlässlichkeit und Gültigkeit von Kriminalstatistiken, zwar eine Zitier- und Fussnotenpräsenz hat, aber kaum eine Anwendungsrelevanz eingeräumt erhält.

Aus der Diskussion und der empirischen Erforschung der Genese und Gültigkeit der Kriminalstatistiken weiss man, dass andere Faktoren als die der Kriminalität auf den Umfang und die Struktur der in die Kriminalstatistik eingehenden Informationen und Geschehnisse Einfluss nehmen. Es geht dabei um das allseits vertraute Stichwort der «Dunkelziffer», die ganz entscheidend eine Funktion der viel zitierten Anzeigebereitschaft der Gesellschaft ist oder – wie man plastisch um die Jahrhundertwende schon formuliert hat – der «kriminellen Reizbarkeit» der Bevölkerung.<sup>11</sup>

Unter die ausserkriminellen Faktoren fallen etwa auch die Organisationsstruktur und Kontrolldichte der Sicherheitsorgane. Auch für die Kriminalität gilt ein Zusammenhang, den man etwa auf dem Gebiet der Medizin empirisch belegt hat: je grösser die Arztdichte, desto grösser der statistische Krankenstand; je dichter das Netz der offiziellen sozialen Kontrolle, desto mehr schlägt sich das in deren Arbeits- und Aktivitätsstatistiken nieder. Eine Frage, der bisher nicht systematisch nachgegangen worden ist, betrifft den Einfluss, den das Telefon und die Einrichtung der polizeilichen Notrufnummer auf das statistische Aufkommen an Kriminalität haben dürfte. Von Praktikern der Polizei wird zum Beispiel berichtet, dass sich die weite Verbreitung der Handy-Technologie in der Zunahme der Verkehrsdelikte niederschlägt.

Ein weiterer zentraler Faktor, der systematisch über die bislang erwähnten ausserkriminellen Faktoren des Inhalts und der Struktur der Kriminalstatistiken hinausreicht, betrifft das Verhältnis der informellen gesellschaftlichen zu den staatlichen formellen Institutionen der sozialen Kontrolle. So dürfte etwa ausser Frage stehen, dass zumindest die langfristig in den Kriminalstatistiken ablesbaren Zunahmen der Kriminalität Ausdruck von solchen Strukturveränderungen sozialer Kontrolle darstellen. Solche eher grossflächigen Veränderungen der Strukturen sozialer Kontrolle reflektieren sich auch im Anzeigeverhalten der Gesellschaft, aber sie weisen doch weit darüber hinaus und lassen sich methodisch kaum eliminie-

<sup>11</sup> Die klassische deutschsprachige Behandlung dieses Stichworts ist nach wie vor eine Abhandlung des Soziologen H. Popitz (1968), die das Ergebnis eines von Juristen als provokant empfundenen Vortrags des Autors im Freiburger Max-Planck-Institut für ausländisches und internationales Strafrecht gewesen ist.

ren, um die Kriminalstatistiken als Massstab für die Kriminalität – und nicht für den Umgang mit ihr – zu retten.

Soviel zum zweiten methodischen Einwand gegen eine Instrumentalisierung der Kriminalstatistiken für Zwecke der quantitativen Einlösung und «Objektivierung» der von der Kriminalität und insbesondere der Jugendkriminalität ausgehenden gesellschaftlichen Bedrohung. Es sollte deutlich geworden sein, welche Erkenntnisverschüttung einhergeht mit dem Versuch, Kriminalstatistiken für das zu nehmen, was sie nicht sind: ein Abbild der mangelnden Normtreue der Gesellschaft oder Teile von ihr, wie etwa der Jugendlichen. In Bezug auf die Jugendkriminalität hat dies erst jüngst O. Brüchert in einem Beitrag zum Schwerpunkt-Heft «Jugend - Kriminalität - Polizei» der Zeitschrift «Bürgerrechte und Polizei» im Zusammenhang mit einer jüngsten Publikation aus dem Kriminologischen Forschungsinstitut Niedersachsen (KFN) in einer Formulierung festgehalten, die es verdient, hier wiedergegeben zu werden: « Würde man die PKS (Polizeiliche Kriminalstatistik - F.S.) wie auch die Tätigkeits- und Verurteilungsstatistiken als das lesen, was sie sind, nämlich als aufschlussreiche Quellen über Vorgänge der öffentlichen Kriminalitätswahrnehmung und Prozesse der Stigmatisierung und sozialen Kontrolle, ergäbe sich, dass die «Verzerrungsfaktoren» nicht ein sonst unverfälschtes Bild ‚der Kriminalität‘ überlagern, sondern die eigentlich relevanten Faktoren sind, die mit dieser Statistik gemessen werden. Insofern sind sie im Stande, den gesamten Anstieg zu erklären»(1999, S. 19).

### **Kriminalstatistiken als Herrschaftsinstrument**

Kriminalstatistiken, so wie sie zustandekommen, so wie das ihr zugrunde liegende System der strafrechtlichen Kontrollinstanzen geregelt und zu arbeiten bestimmt ist, so wie sie ein integrierter, womöglich einer der wichtigsten Bestandteile staatlicher und politischer Ordnungsmacht sind, stellen Herrschaftsinstrumente dar. Daran führt kein methodischer Weg oder Trick vorbei. Ihr «output» ist dementsprechend als Herrschafts- und nicht als – ein wenig pathetisch formuliert – als «Wahrheitswert» zu verstehen. Diese Erkenntnis, so will mir scheinen, ist nicht teilbar und nicht verhandelbar. Dass sie sich offenbar immer wieder stellt, liegt wohl eher an der

Bereitschaft der Kriminologie, sich immer wieder falsch gestellten Fragen auszuliefern, die auch nicht dadurch richtiger werden, dass die darauf gelieferten Antworten Belohnungen aller Art eintragen - von Forschungsgeld über Medienpräsenz bis zur Politikberatung.

Ich komme zu einem dritten und letzten Argument zur Stützung meiner These, dass eine repressive Kriminalpolitik nicht als Antwort auf die Kriminalität und ihre Entwicklung zu verstehen ist, sondern dass umgekehrt eine repressive Kriminalpolitik sich die zu ihrer Begründung und Rechtfertigung erforderliche und zweckmässige Realität selbst zu verschaffen vermag - und zwar vermittelt eben jener Statistiken, deren Gültigkeit ich gerade bestritten habe.

Um diesen Gedanken plausibel zu machen, möchte ich mich zunächst auf eine etwas zugespitzte Tagungs-Äusserung aus dem Munde des Leiters der statistischen Abteilung der «criminological unit» des britischen Home Office berufen. Um eine kriminalstatistische Antwort auf die Frage nach der Entwicklung - Zunahme, Abnahme usw. - der Kriminalität gebeten, erwiderte er, dass sich diese Frage an die Kriminalstatistiken aufgrund ihrer Beschaffenheit nicht stellen lasse, dass es vielmehr darauf ankäme, zuvor das Antwortinteresse des Fragestellers zu kennen. Die Komplexität und Multidimensionalität der Kriminalstatistiken mache es mühelos möglich, der Frage nach der Entwicklung der Kriminalität eine positive und dramatisierende oder eine negative und entdramatisierende Wendung zu geben. Dies kann durch die Wahl und Variation auf der Zeitachse - für welchen Zeitraum und mit welchem Anfangs- und Endpunkt wird die Frage gestellt -, durch die Variation nach Delikten, durch Gewichtung und Hierarchisierung der Schwere der Delikte, durch die spezifische Operationalisierung der Frage nach der Entwicklung der Kriminalität geschehen. Man kann diesen Gedanken auch so ausdrücken, dass der Zugriff auf die Kriminalstatistiken notwendig stets relativ, besser vielleicht noch: selektiv ist und nie objektiv im Sinne der «ganzen Wahrheit» sein kann.

Vor diesem Hintergrund möchte ich gegen einen Grossteil von Forschungsbefunden aus der Feder von Experten und Kriminologen mit dem Argument Vorbehalte erheben, dass

sie in ihren Arbeiten dieser Tatsache der Relativität und Selektivität der Kriminalstatistik nicht hinreichend Rechnung tragen. Ich möchte die Kritik noch – unter Bezugnahme auf das berühmte Falsifikationsprinzip von K.R. Popper – wissenschaftsnäher formulieren. Bekanntlich geht auf die wissenschaftstheoretischen Einsichten dieses grossen Wiener Philosophen aus der Periode des «Wiener Kreises», dem er nahestand, ohne ihm anzugehören, die Einsicht und Empfehlung zurück, dass Erkenntnisse nie endgültig zu verifizieren, sondern lediglich als noch nicht falsifiziert zu betrachten sind. Ein grosser Teil der empirischen kriminologischen Arbeiten, die für ihre Arbeit auf die Kriminalstatistiken als methodisches Instrument setzen, benutzen diese nicht im Popper-schen Sinne der Falsifikation, sondern im Sinne der von ihm kritisierten Verifikation. Sie nutzen die Kriminalstatistiken nicht, um Behauptungen zu widerlegen, sondern um sie zu verifizieren – das ist mehr als eine lässliche Sünde nach dem ansonsten geltenden wissenschaftstheoretischen Anspruch innerhalb der Sozialwissenschaften.

Gegenüber der allgemein verbreiteten Überzeugung, der politisch genährten und gebrauchten, der medial profitablen Botschaft von der zunehmenden Bedrohung der Gesellschaft durch Kriminalität bringen manche Kriminologen angesichts der Möglichkeiten, dies zu tun, einen erstaunlich spärlichen Widerstand und Widerspruch auf. Sie «verifizieren» die vorherrschenden Aussagen und Überzeugungen bezüglich der Kriminalität, anstatt zu versuchen, sie zu falsifizieren.

Auf einige solcher Möglichkeiten der kriminalstatistischen Falsifikation der These von der zunehmenden Bedrohung durch Kriminalität möchte ich stichwortartig hinweisen. Gegenüber der Dramatisierungsthese der Kriminalitätsentwicklung, die sich meistens auf das letzte Jahrzehnt bezieht, ist z.B. für die Bundesrepublik darauf zu verweisen, dass die Steigerungsrate der polizeilich registrierten Gesamtkriminalität für das Jahrzehnt von 1983 bis 1994 mit 14 % den niedrigsten Wert eines Jahrzehnts seit 1953 überhaupt verzeichnete; im vorangegangenen Jahrzehnt von 1973 bis 1983 dagegen den Spitzenwert von 71 % aufwies; und selbst nur etwa halb so gross war wie die Steigerungsrate von 27 % in den Jahren von 1953 bis 1962, den noch ruhigen Jahren in

der Bundesrepublik. Nie jedoch, das lässt sich auch ohne genauen Nachweis nach der Art von K. Beckett (1997) sagen, waren die an moralische Paniken heranreichenden – geschürte wie originäre – Besorgnisse und Ängste in der Gesellschaft der Bundesrepublik so ausgeprägt und beherrschend wie im letzten Jahrzehnt.

Eine weiterer Versuch der Falsifizierung der angestiegenen Kriminalität könnte etwa in der systematischen Suche nach «Rückgangsdelikten» – absoluter oder relativer Art – bestehen. In diese Gruppe liessen sich Delikte einreihen wie Vergewaltigung, Schwerer Diebstahl, aber auch ein Delikt minderen Kalibers, das eine Zeitlang als besonderes Symbol krimineller Bedrohung durch junge Menschen fungierte, nämlich der Handtaschenraub. Noch eindrucksvoller fiele ein solcher Blick gegen die dominierende Orthodoxie in Sachen Kriminalitätsentwicklung aus, wenn man ihn auf die – konstant gebliebene – Opferstatistik von Missbrauchsfällen gegenüber Kindern richten würde, einem Delikt, das in der öffentlichen Diskussion meistens als Beleg für den Anstieg der Kriminalitätsbedrohung herhalten muss. Dies alles sind Delikte, auf die sich stützen könnte, wer sich in methodisch falsifizierender, aber auch in politisch und gesellschaftlich entwarnender und dementierender Absicht mit Kriminalstatistiken auseinandersetzt. Eine solche Strategie hätte zudem den Ertrag, dass sie neue, vielleicht erst die eigentlich interessanten Fragen zu stellen erlaubt: wie lässt sich die selektive und einbahnige Verwendung und Verwertung der Kriminalstatistiken erklären?

### Schlussbemerkungen

Ein Fazit aus dieser Argumentation möchte ich mit besonderem Blick auf die Titelfrage meiner Überlegungen stellen: Gewalttätige Jugend – ein Mythos?

1. Auch wenn nicht die Gruppe der Jugendlichen so im Brennpunkt meiner Überlegungen gestanden hat, wie das Thema es nahegelegt hätte, lässt sich verallgemeinernd auch für sie festhalten: Die Behauptung der dramatischen und bedrohlichen Entwicklung der Kriminalität, steht auf tönernen Füßen. Sie lässt sich in der in Politik und Öffentlichkeit und auch in weiten Kreisen der Kriminologie gehegten Form nicht vertei-

digen. Es gibt eine Reihe von empirischen Gegenindikationen, die jedoch kaum Beachtung finden.

2. Weniger kontrovers und bestreitbar ist dagegen die Behauptung einer Renaissance und «Nachrüstung» der repressiven und punitiven Elemente des Systems strafrechtlicher Sozialkontrolle insbesondere im Bereich des Jugendstrafrechts.
3. Erst das Zusammentreffen dieser beiden voneinander weitgehend unabhängigen, jedoch von ausserkriminellen Faktoren immer wieder aufeinander bezogenen Entwicklungen macht den Blick frei für die eigentlich spannende Frage in dieser Diskussion, die Frage nach den Gründen der Entstehung, der Verfestigung und nach den Profiteuren der von mir kritisierten These.

Insoweit sind meine Überlegungen in gewisser Weise Vorübungen zu Anschlussfragen, die gezielter noch, als ich es hier entwickeln konnte, dem Problem der rationalisierenden und legitimatorischen «Zurichtung» – einschliesslich der Eignung dazu – der Gruppe der jugendlichen Straftäter für Zwecke der punitiven und repressiven Transformation der Gesellschaft nachgehen. Und natürlich damit auch jene ausserkriminellen Faktoren blosslegen, die diesen Prozess der gesellschaftlichen inneren Aufrüstung in Gang bringen und halten.

- *Beckett, Katherine (1997)*, Making Crime Pay. Law and Order in Contemporary American Politics, New York und Oxford.
- *Beckett, Katherine (1996)*, Culture and the Politics of signification: The Case of Child Sexual Abuse, in: Social Problems 43, S. 57-76.
- *Brownlee, Ian (1998)*, New Labour - New Penology? Punitive Rhetoric and the Limits of Managerialism in Criminal Justice Policy, in: Journal of Law and Society, Vol 25, S. 313-335.
- *Brüchert, Oliver (1999)*, Die Drohung mit der Jugend. Mystifizierende Statistik und öffentliche Moralisierung, in: Bürgerrechte & Polizei, CILIP 63/2, S. 15-23.
- *Dreher, Gunther, und Thomas Feltes (Hg.) (1997)*, Das Modell New York: Kriminalprävention durch 'Zero Tolerance'. Beiträge zur aktuellen kriminalpolitischen Diskussion. Band 12 der Reihe «Empirische Polizeiforschung», Holzkirchen/Obb.
- *Graham, John (1998)*, Aktuelle Entwicklungen in der Jugendjustiz in England und Wales, in: DVJJ-Journal. Zeitschrift für Jugendkriminalrecht und Jugendhilfe, 9.Jg., H. 4, S. 317-321.
- *Hess, Henner (1996)*, New York zieht die Lehren aus den zerbrochenen Fensterscheiben, in: Kriminologisches Journal, Bd. 28(3), S. 179-190.
- *Irwin, John, und James Austin (1997)*, It's About Time: America's Imprisonment Binge, Belmont, Ca. (zuerst 1994).
- *Kaiser, Günther, Hans-Jürgen Kerner, Fritz Sack und Hartmut Schellhoss (Hg.) (1993)*, Kleines Kriminologisches Wörterbuch, 3. völlig neubearbeitete und erweiterte Auflage, Heidelberg (zuerst 1974)
- *Matza, David (1973)*, Abweichendes Verhalten. Untersuchungen zur Genese abweichender Identität, Heidelberg (am. Original 1969).
- *Peschel-Gutzeit, Lore Maria (1998)*, Rede der Justizsenatorin der Freien und Hansestadt Hamburg zur Abschlussveranstaltung des 24. Deutschen Jugendgerichtstages, in: DVJJ-Journal. Zeitschrift für Jugendkriminalrecht und Jugendhilfe, 9. Jg., H. 4, S. 321-324.
- *Popitz, Heinrich (1968)*, Über die Präventivwirkung des Nichtwissens. Dunkelfeldziffer, Norm und Strafe. Recht und Staat 350, Tübingen.
- *Robert, Philippe (1990)*, Strafe, Strafrecht, Kriminologie. Eine soziologische Kritik. Mit einem Vorwort von Fritz Sack, Frankfurt und Paris (frz. Original 1984)

- *Sack, Fritz (1994)*, Kriminologie in Europa - Europäische Kriminologie? Kriminologie aus deutscher Sicht. In: H.J. Albrecht und J. Kürzinger (Hg.), Kriminologie in Europa - Europäische Kriminologie? Kolloquium aus Anlass des 65. Geburtstages von Prof. Dr. G. Kaiser. Band 71 der Kriminologischen Forschungsberichte aus dem Max-Planck-Institut für ausländisches und internationales Strafrecht, Freiburg, S. 121- 165
- *Sack, Fritz (1996)*, Kriminologie - populär und populär gemacht, in: Kriminologisches Journal, Jg. 28(2), S. 116-120.
- *Sack, Fritz (1997)*, Umbruch und Kriminalität - Umbruch als Kriminalität. In: K. Sessar und M. Holler (Hg.), Sozialer Umbruch und Kriminalität in Mittel- und Osteuropa. Eine Tagung, Pfaffenweiler.
- *Savelsberg, Joachim J. (1998/99)*, Controlling violence: criminal justice, society, and lessons from the US, in: Crime, Law and Social Change, Vol. 30, S. 185-203.
- *Scheingold, Stuart A. (1984)*, The Politics of Law and Order. Street Crime and Public Policy, New York.
- *Scheingold, Stuart A. (1991)*, The Politics of Street Crime. Criminal Process and Cultural Obsession, Philadelphia.
- *Simon, Jonathan (1997)*, Gewalt, Rache und Risiko. Die Todesstrafe im neoliberalen Staat. In: T.v. Trotha (Hg.), Soziologie der Gewalt, Sonderhaft 37 der Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie, Opladen/Wiesbaden, S. 279-301.
- *Taylor, Ian (1998/99)*, Criminology post-Maastricht, in: Crime , Law and Social Change 30/4, S. 333-346.
- *Taylor, Ian (1999)*, Crime in Context. A Critical Criminology of Market Societies, Polity Press.
- *Taylor, Ian, Paul Walton und Jock Young (1973)*, The New Criminology. For a Social Theory of Deviance, London.
- *Tilly, Charles (1985)*, War Making and State Making as Organized Crime. In: P.B.Evans, D.Rueschemeyer, Th.Skocpol (Hg.), Bringing the State Back In, Cambridge University Press, S. 169-191.
- *Wacquant, Loic J.D. (1997)*, Vom wohlthätigen zum strafenden Staat: Über den politischen Umgang mit dem elend in Amerika, in: Leviathan, Bd. 25, S. 50-66).
- *Wilson, James Q., und George L. Kelling (1986)*, Polizei und Nachbarschaftssicherheit: Zerbrochene Fenster, in: Kriminologisches Journal 28(2), S. 121-137 (am. Original 1982)

## La montée de la violence chez les jeunes Die Jugendgewalt steigt

*Manuel Eisner*

Professor für Soziologie, Eidgenössische Technische Hochschule Zürich

## Résumée

1. En Suisse, les statistiques disponibles portant sur la délinquance juvénile enregistrées par la police montrent que ce phénomène est en légère augmentation depuis le début des années 90.
  2. Cette tendance s'explique par deux évolutions particulières. D'une part, on ne constate aucune augmentation des délits contre la propriété recensés par la police comme étant perpétrés par des jeunes. D'autre part, on note une nette augmentation du nombre des délits violents. De plus en plus de jeunes soupçonnés de délits impliquant en particulier blessures corporelles, vol, menace, contrainte et oppression sont en effet enregistrés. Les chiffres sont en revanche constants dans notre pays en ce qui concerne les meurtres et la violence sexuelle.
  3. Vu le débat public, on devrait tout de même tenir compte du fait que, malgré l'augmentation constatée, le nombre de jeunes impliqués dans cette forme de violence reste toujours très faible, puisque parmi les délits de ce type qui ont entraîné la réaction de l'Etat dans le canton de Zurich, environ 0,5 pour cent étaient le fait de jeunes et que seul 0,15 pour cent des prévenus sont passés devant le tribunal des mineurs.
  4. L'évolution des délits contre la propriété et des délits violents montre la même tendance si l'on se réfère à la statistique suisse des jugements pénaux rendus par les tribunaux des mineurs.
  5. Dans presque tous les Etats de l'Europe de l'Ouest, les statistiques criminelles établies par la police laissent apparaître une tendance similaire: pas d'augmentation (voire parfois une diminution) des délits contre la propriété, une nette augmentation des prévenus jeunes soupçonnés de délits violents.
  6. Dans tous les pays où des études ont permis de se faire une idée de l'évolution dans le temps de la violence autoproclamée ou de la victimisation par des jeunes, par exemple en Angleterre, Eire, Hollande, Suède et Allemagne (en partie), on voit que les recensements indépendants effectués par des instances judiciaires étatiques indiquent également une augmentation des actes de violence depuis la fin des années 80.
  7. Les études spécifiques ou les enquêtes menées auprès de victimes de telles actes révèlent une augmentation moins importante que les statistiques de la police ne le laissent penser.
- Il existe des preuves qu'une telle différence dans les chiffres s'explique par une plus grande disponibilité/acceptation d'annoncer de tels délits. Par exemple, des données montrent, pour le canton de Zurich, que ce sont surtout les délits dont la répression n'a lieu que sur plainte des victimes qui sont devenus plus fréquents. L'augmentation du nombre de jeunes prévenus pour des actes de violence graves est en revanche nettement moins importante.
8. On peut expliquer cette plus grande disposition à dénoncer de tels délits par le fait que le problème de la violence chez les jeunes a été largement rendu public depuis le début des années 90. Pour la Suède et la Suisse, des recherches montrent que l'augmentation des actes de violence accomplis par des jeunes suit l'augmentation de la «publicité» faite à cette problématique dans la presse.
  9. Selon les données collectées par la police et les tribunaux des mineurs du canton de Zurich, les jeunes de sexe masculin appartenant à des minorités immigrées sont enregistrés plus souvent que la moyenne comme délinquants de la violence. Cette évolution correspond également à celles constatées dans nombre de pays de l'Europe de l'ouest.
  10. Selon des enquêtes scientifiques, les jeunes coutumiers d'actes de violence ont des carrières professionnelles inférieures à la moyenne, vivent souvent dans des quartiers urbains défavorisés, ont été plus souvent que la moyenne battus par leurs parents, ont un sentiment instable vis-à-vis d'eux-mêmes et ont une attitude favorable envers la violence comme stratégie de résolution des conflits.
  11. Il n'existe pas de connaissances sûres concernant les causes de l'augmentation des délits dus à la violence chez les jeunes depuis le début des années 90.
- Ma thèse est la suivante:  
 Ces délits sont en fait la conséquence d'une désintégration sociale de cette partie de la jeunesse qui est la plus touchée par les processus de ségrégation sociale et spatiale, ainsi que la conséquence négative de la tendance à l'individualisme.

## Referat

Ich möchte im Folgenden versuchen, meine Position zur Leitfrage dieser Tagung «Gewalttätige Jugend – ein Mythos?» zu erläutern, wobei ich mich besonders mit der These beschäftigen werde, dass gewisse Formen von Gewaltausübung bei Jugendlichen tatsächlich zugenommen haben. Mein grundsätzlicher Ausgangspunkt ist hierbei die Annahme, dass die Frage «ist Jugendgewalt häufiger geworden» eine empirisch sinnvolle Fragestellung bildet und ihre Beantwortung zumindest im Prinzip möglich ist. Mir ist durchaus bewusst, dass es Argumente gibt, die grundsätzlich gegen eine Quantifizierung von Gewalt sprechen. Ich will hier diesen Einwänden aber nicht weiter nachgehen. Vielmehr setze ich voraus, dass die Häufigkeit des Vorkommens von konkreten Gewalthandlungen im Prinzip zählbar und damit über die Zeit vergleichbar ist.

Ich will meine Bemerkungen in drei Teile gliedern. Ich beginne mit einer kurzen Übersicht über die Entwicklung der Gewaltdelinquenz von Jugendlichen in der Schweiz, wie sie in amtlichen Statistiken sichtbar wird. Ich will dann die Problematik dieser Daten erläutern und begründen, warum ich der Meinung bin, dass die amtlichen Statistiken die Zunahme zwar überzeichnen, aber dennoch von einem realen Anstieg auszugehen ist. Schliesslich möchte ich einige Überlegungen zu möglichen Ursachen anstellen.

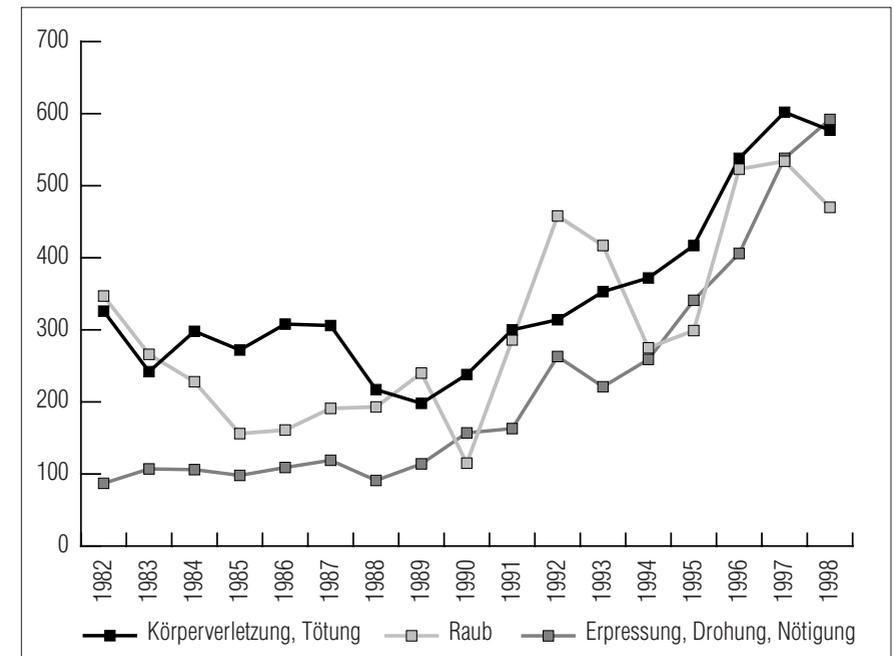
### Die Entwicklung in amtlichen Statistiken

Grundsätzlich lassen sich drei Grundtypen von Daten unterscheiden, die Informationen zu Veränderungen der Häufigkeit von Jugendgewalt enthalten können: Befragungsdaten, polizeiliche Statistiken und Strafurteilsstatistiken. Auf jeder dieser drei Ebenen ist die aktuelle Datenlage in der Schweiz dürftig. Befragungsdaten, die einen Vergleich über die Zeit erlauben würden, gibt es in der Schweiz überhaupt nicht. Ich komme auf dieses Problem zurück. Die polizeiliche Kriminalstatistik der Schweiz, welche seit 1982 existiert, ist bekanntermassen generell unvollständig und von bescheidener Qualität. Hinsichtlich des Alters der Tatverdächtigen existiert nur eine Kategorie «minderjährig», für die das Definitionskriterium zudem seit dem 1. Januar 1996 von unter 20 auf unter 18 Jahre gesenkt wurde. Die vom Bundesamt für Statistik erstellte Statistik der Jugendstrafurteile schliesslich ist eben-

falls überaus rudimentär. Da die Organisation der Jugendgerichtsbarkeit stark nach Kantonen variiert, die Behörden der Kantone ihre Zählungen eigenhändig erstellen und nur nach groben Deliktgruppen unterteilte Aggregatzahlen an die Bundesbehörden weiterleiten, ist unklar, was gezählt wird, wie gezählt wird und was nicht in die Zählung aufgenommen wird. Ich will Ihnen nun Grafiken zeigen, die illustrieren sollen was in den letztgenannten Datenquellen zum Ausdruck kommt.

Die erste Grafik (Abb. 1) stellt die absolute Zahl der minderjährigen Tatverdächtigen gemäss polizeilicher Kriminalstatistik der Schweiz dar. Sie zeigt seit 1990 eine deutliche Zunahme von Gewaltdelikten, obwohl – wie bereits erwähnt – seit dem 1. Januar 1996 das Minderjährigkeitskriterium von unter 20 auf unter 18 Jahre gesenkt wurde.

Abbildung 1: Minderjährige Tatverdächtige gemäss Polizeilicher Kriminalstatistik der Schweiz, absolute Zahlen



Anmerkung: Wegen der Herabsetzung des Minderjährigkeitskriteriums sind die Zahlen für 1996-98 nicht direkt mit denjenigen der vorangehenden Jahre vergleichbar.

Anmerkung: Wegen der Herabsetzung des Minderjährigkeitskriteriums sind die Zahlen für 1996-98 nicht direkt mit denjenigen der vorangehenden Jahre vergleichbar.

Um diese Grafik einordnen zu können, sind drei präzisierende Bemerkungen notwendig.

- Erstens: Am stärksten zugenommen hat die Zahl der jugendlichen Tatverdächtigen bei Erpressung, Nötigung, Drohung und Raub. Etwas weniger stark bei Körperverletzungen. Überhaupt nicht bei Tötungsdelikten und Vergewaltigungen.
- Zweitens: Im Jahr 1998 wurden insgesamt rund 1700 Minderjährige wegen eines Gewaltdelikt (Tötung, Körperverletzung, Raub, Erpressung, Drohung, Nötigung, Vergewaltigung) polizeilich registriert. Im selben Jahr lebten rund 650 000 Personen im Alter zwischen 10 und 17 Jahren in der Schweiz. Das heisst, nur etwa 0,25 Prozent der Jugendlichen wurden wegen eines Gewaltdelikt polizeilich erfasst. Trotz des Anstieges ist es also nach wie vor ein verschwindend kleine Minderheit der Jugendlichen, die wegen eines Gewaltdelikt polizeilich erfasst wird.
- Drittens: Die polizeilichen Daten zeigen über die vergangenen 10 Jahre weder eine Zunahme der Jugendlichen, die wegen Eigentumsdelikten erfasst werden, noch eine eindeutige Zunahme der erwachsenen Tatverdächtigen. Die Entwicklung im Bereich Jugendgewalt ist eine Sonderbewegung.

Schliesslich zeigt auch die Statistik der Jugendstrafurteile wegen Delikten gegen Leib und Leben einen deutlichen Anstieg, der praktisch identisch ist mit der Zunahme der polizeilich registrierten Tatverdächtigen (Abb. 2). Diese Parallele zeigt zumindest, dass die These, die Jugendgerichte würden die steigende Zahl von Bagatellfällen zunehmend formlos einstellen, so nicht haltbar ist.

Wir können also festhalten: Die polizeiliche Kriminalstatistik der Schweiz, die schweizerische Statistik der Jugendstrafurteile und die Kriminalstatistik des Kantons Zürich weisen seit 1991 eine deutliche Zunahme von Jugendgewalt aus. Dieser Anstieg kontrastiert mit dem Bild weitgehender Stabilität im Verlauf der 80er Jahre. Er betrifft vor allem Personengruppen im Alter von unter 18 Jahren und beschränkt sich auf die

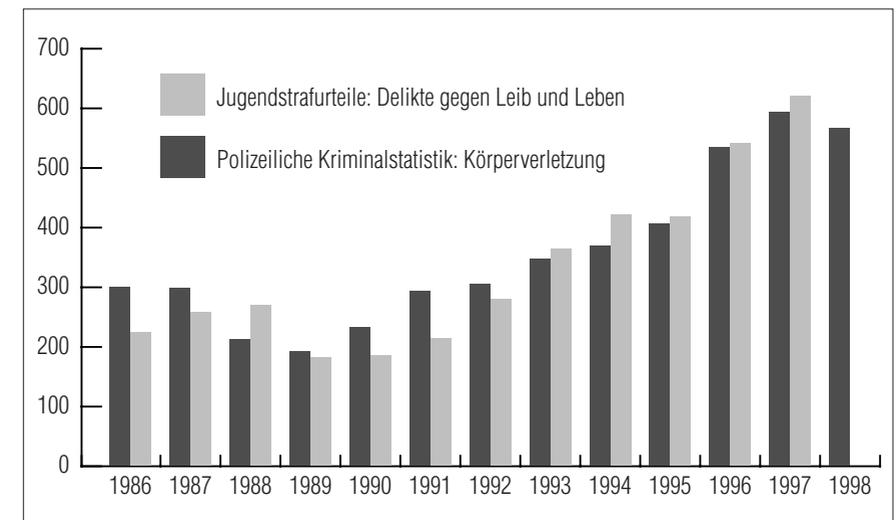
Deliktbereiche Raub und Körperverletzung. Bei Tötungsdelikten, Vergewaltigungen und im Bereich der Eigentumsdelinquenz kann dagegen kein Anstieg festgestellt werden.

### Die Problematik statistischer Daten

Mit obigen Feststellungen ist beschrieben, was sich bei einer detaillierten Betrachtung aus amtlichen Statistiken ablesen lässt. Erst daran anschliessend können wir zur nächsten Frage übergehen: Ist diese Entwicklung ein Artefakt oder schlägt sich in den statistischen Daten eine reale Zunahme jugendlicher Gewaltsamkeit nieder?

Dabei lassen sich die beiden hauptsächlichen Positionen unter den Bezeichnungen «realistisches Modell» und «konstruktivistisches Modell» zusammenfassen. Realistische Interpretationen von Kriminalstatistiken gehen davon aus, dass diese Datenquelle bei einer sorgfältigen Analyse durchaus Schlüsse auf tatsächliche Veränderungen im Krimina-

Abbildung 2: Minderjährige Tatverdächtige wegen Körperverletzung sowie Strafurteile gegen Kinder und Jugendliche wegen Delikten gegen Leib und Leben im Vergleich (absolute Zahlen)



Quellen: Polizeiliche Kriminalstatistik, verschiedene Jahrgänge und Statistik der Jugendstrafurteile (mitgeteilt vom Bundesamt für Statistik).

litätsaufkommen zulässt, eine Prämisse, welche den meisten Zeitreihenanalysen von Kriminalitätsraten zugrunde liegt. Konstruktivistische Deutungen hingegen postulieren, dass Deliktdefinitionen, Anzeigeverhalten sowie Erfassungsmechanismen seitens der staatlichen Instanzen über die Zeit derart stark variieren, dass Schlüsse auf eine dahinterstehende gesellschaftliche Realität nicht mehr möglich sind. Diese beiden Grundmodelle interessieren uns im Kontext dieses Beitrages nur hinsichtlich einer Frage. Nämlich, wie sie die oben gezeigten kurzfristigen Veränderungen in der Häufigkeit statistisch gemessener Jugendgewalt zu erklären vermögen.

Ich beginne mit einer Analyse konstruktivistischer Argumente. Die wohl plausibelste konstruktivistische These zur Erklärung kurzfristiger Zunahmen von öffentlich registrierter Jugendgewalt lautet: Ausgelöst durch dramatisierende Medienberichte oder öffentliche Aktivitäten von moralischen Unternehmern entsteht kurzfristig ein moralisches Klima, in dem Jugendgewalt zu einem sozialen Problem ersten Ranges emporstilisiert wird und es zu vermehrter Anzeigebereitschaft der Bevölkerung und erhöhter Aktivität der Polizei kommt. Dafür, dass diese Überlegung einiges zum Verständnis der skizzierten Zunahme von Jugendgewalt beitragen kann, gibt es durchaus gute empirische Argumente. Ich will sie kurz zusammenfassen.

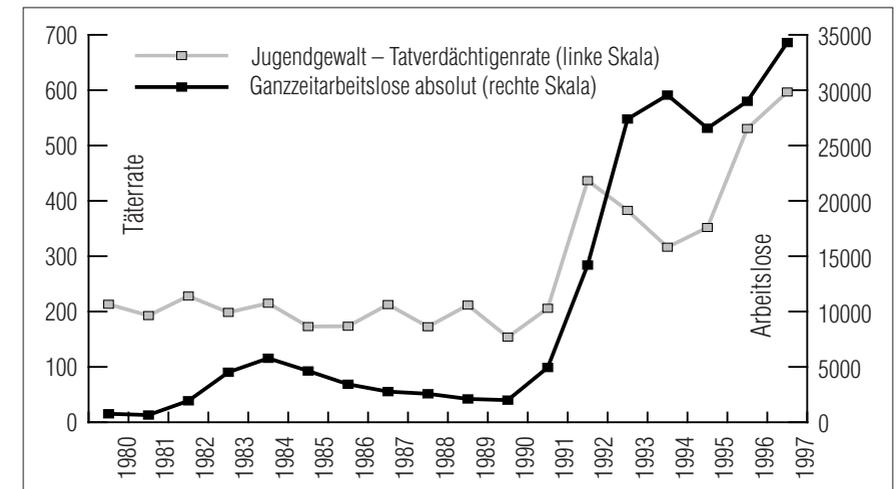
- Eine kürzlich von mir durchgeführte Studie zeigte für den Kanton Zürich, dass der Grad der Zunahme systematisch mit der der Schwere der Delikte zusammenhängt. Geringfügige Antragsdelikte haben ausserordentlich stark zugenommen, schwere Gewaltdelikte deutlich weniger stark. Dieser Befund stützt die These, dass vor allem eine gestiegene Anzeigewahrscheinlichkeit im Bagatellbereich zur Zunahme der polizeilich registrierten Jugendgewalt beigetragen habe. Ähnliche Befunde existieren auch für die Bundesrepublik Deutschland und andere Länder.
- Ebenso zeigen empirische Untersuchungen für den Kanton Zürich, dass die Zunahme von Jugendgewalt parallel zur massenmedialen Berichterstattung erfolgte. Diese Parallele kann zweierlei bedeuten. Einmal kann sie schlicht ein Beleg dafür sein, dass die Berichterstattung der Zeitungsmedien

reale Veränderungen - besonders im gesellschaftlich sensiblen Gewaltbereich - mehr oder weniger adäquat wiedergibt. Sie kann aber auch als Evidenz für die konstruktivistische Argumentation interpretiert werden, dass sich in der polizeilichen Statistik vor allem die Folgewirkung der öffentlichen Thematisierung von Jugendgewalt niederschlägt. Allerdings müsste dann eine sehr rasche Rückwirkung des öffentlichen Gewaltdiskurses auf die Kriminalstatistik angenommen werden. Denn ein zeitliches «Vorauslaufen» der Medienberichterstattung, das der konstruktivistischen Argumentation zusätzlich Gewicht verleihen würde, kann aus den dargestellten Indikatoren nicht abgelesen werden.

### Überlegungen zu möglichen Ursachen des Anstiegs

Argumente wie die eben vorgetragenen sind ein starkes Indiz dafür, dass die offiziellen Daten übertreiben. Sie sind aber kein Argument dafür, die Realität einer Zunahme von Jugendgewalt in Abrede zu stellen. Vielmehr gibt es aus meiner Sicht eine Reihe von guten Argumenten dafür, von einer realen Zunahme auszugehen. Um diese Argumente vorzubringen, muss ich eine Reihe von Indizien zusammentragen. Dies hat vor allem den bereits erwähnten Grund, dass es in der Schweiz keinerlei Befragungsdaten gibt, die eine von der

Abbildung 3: Arbeitslose und Jugendgewalt im Kanton Zürich, 1980–1997



Polizei unabhängige Einschätzung der Problematik erlauben würden. Ich halte dies für ein ganz zentrales Defizit.

Ich beschränke hier meine Überlegungen bezogen auf die Schweiz darauf, die auffällige Entwicklung der statistischen Daten mit sozialen Indikatoren in Zusammenhang zu bringen, die für eine theoretisch sinnvolle Erklärung von Jugendkriminalität stehen können. Im Vordergrund steht die folgende These: Der Anstieg von Jugendgewalt ist als eine Folge der verschlechterten beruflichen Perspektiven von Jugendlichen in Zusammenhang mit der wirtschaftlichen Krise zu interpretieren. Als Indikator verwende ich die Entwicklung der Arbeitslosenzahlen, wie sie für den Kanton Zürich ausgewiesen werden. Entsprechend vergleicht die folgende Abbildung die zeitliche Entwicklung der Arbeitslosigkeit im Kanton Zürich mit derjenigen der polizeilich registrierten Jugendgewalt.

Im Gegensatz zur Schweiz liegen in einer Reihe von europäischen Staaten Daten vor, die unabhängig von der Polizei erhoben worden sind. Weil die Entwicklung der polizeilichen Statistiken überall ähnlich verläuft, kann man zumindest die Ergebnisse dieser Studien zur Kenntnis nehmen. Sie zeigen mit bemerkenswerter Übereinstimmung folgendes. Unabhängig davon, ob man Daten zur selbstberichteten Gewalt – wie etwa in Holland oder einzelnen Regionen Deutschlands – oder ob man Opferbefragungen unter Jugendlichen – wie etwa in Grossbritannien, Schweden, oder den USA – durchführt, überall lässt sich eine deutlich Zunahme von Gewaltindikatoren beobachten. Dabei muss man sofort hinzufügen: Allerdings ist sie überall deutlich geringer als der Anstieg der polizeilichen Daten.

Welches ist demnach der Grund für eine reale Zunahme von Gewalt?

Es gibt keine gesicherten Kenntnisse über die Ursachen der Zunahme von Gewalttaten bei Jugendlichen seit Beginn der 90er Jahre.

Meine These lautet: Es äussert sich hier die Konsequenz einer sozialen Desintegration jenes Teils der Jugend, der von Prozessen der räumlichen und sozialen Segregation und den negativen Folgewirkungen des Individualisierungsschubes am stärksten betroffen ist.

- *Eisner, M. und P. Manzoni (Hrsg.) (1998)*, Gewalt in der Schweiz – Studien zu Entwicklung, Wahrnehmung und staatlicher Reaktion, Zürich: Rüegger.
- *Eisner, M. (1998)*, «Hat Jugendgewalt zugenommen?», in: *Eisner, M. und P. Manzoni (Hrsg.)*, Gewalt in der Schweiz; Studien zu Entwicklung, Wahrnehmung und staatlicher Reaktion, Zürich: Rüegger, 13-40.
- *Eisner, M. (1998)*, «Jugendkriminalität und immigrierte Minderheiten im Kanton Zürich», in: *Bauhofer, St. und et al (Hrsg.)*, Jugend und Strafrecht, Zürich: Rüegger.
- *Eisner, M. (1999)*, «Déterminantes de la politique Suisse en matière de drogue; L'exemple du programme de prescription d'heroïne», *Déviance et société*, 23, 2, 189-204.
- *Eisner, M. (1999)*, «Individuelle Gewalt und Modernisierung in Europa, 1200-2000», in: *Albrecht, G. und O. Backes (Hrsg.)*, Mythos Gewalt, Frankfurt am Main: Suhrkamp,
- *Pfeiffer, C. (1997)*, Jugendkriminalität und Jugendgewalt in europäischen Ländern, Hannover: Kriminologisches Forschungsinstitut Niedersachsen.
- *Pfeiffer, C., I. Delzer, D. Enzmann und P. Wetzels (1998)*, Ausgrenzung, Gewalt und Kriminalität im Leben junger Menschen; Kinder und Jugendliche als Opfer und Täter (Sonderdruck zum 24. deutschen Jugendgerichtstag vom 18.–22. September 1998 in Hamburg), Hannover: DVJJ.

**Qu'est-ce que la haine des étrangers  
a à voir avec la virilité?**

**Was hat Fremdenfeindlichkeit mit Männlichkeit zu tun?**

*Edgar J. Forster*

Professor für Erziehungswissenschaften, Universität Salzburg

## Résumée

Les quelques points que je vais vous présenter sont des extraits d'une étude faite en collaboration avec Georg Tillner. Cette étude empirique et qualitative menée auprès d'un groupe de jeunes de Vienne est consacrée à la problématique de la virilité et de la xénophobie, et à la question de la primauté de la culture et du sexe.

### 1. But de la recherche

Au quotidien, l'étranger est toujours perçu comme quelqu'un de déroutant, qui suscite la curiosité, qui déstabilise, qui irrite, qui est exotique. Ces perceptions sont autant de raisons de s'en protéger ou au contraire de s'ouvrir à lui. Ce qu'est l'étranger ne peut se déterminer que par rapport à un contexte: ce statut d'étrangers peut par exemple être attribué à des ressortissants d'autres pays, mais aussi aux femmes, aux groupes marginaux, aux hommes qui ne correspondent pas à l'image de la virilité véhiculée, ou encore aux intellectuels, aux artistes, etc. On peut en effet qualifier d'étranger toute chose, toute expression, toute apparence extérieure. L'étranger n'est ni une forme d'expression enracinée dans une culture particulière ni une personne particulière. Il ne s'agit pas d'une propriété, mais plutôt l'expression d'une différence (ce qui est étranger est en effet définissable uniquement par rapport à ce qui est en propre). Cette différence se transforme en quelque chose d'opposé et d'irréconciliable: ce qui nous est propre nous rassure, ce qui nous est étranger nous désécurise.

Mais cette opposition irrémédiable peut également se manifester d'une manière fondamentalement différente: ce qui est étranger est exotique, ce qui nous est propre est ennuyeux; ce qui est étranger évoque l'aventure, ce qui nous est propre ne suscite aucune surprise. La caractéristique des oppositions est qu'entre les deux parties émerge une hiérarchie: l'une est positive, donc l'autre est négative. Mais cela signifie également que ce qui est étranger n'est pas simplement donné, autrement dit que l'on ne peut parler sans autre d'étrangers ni bien sûr d'autochtones. Au contraire, cette distinction constitue une construction idéologique. Pour certaines personnes, ce qui étranger est certes quelque chose de différent, mais il est intégré dans un discours public sur «l'étranger». Comment «ce qui est propre» et «ce qui est

étranger» est-il construit et exprimé? L'analyse de l'identité permet de montrer comment ce qui est étranger et ce qui est propre se forme à travers l'exclusion, l'intégration (inclusion) respectivement.

### 2. Les identités comme pratiques de négociation

Par identité, je n'entends pas un noyau fixe et immuable de l'être humain. Les identités sont en effet produites et représentées par le biais de pratiques concrètes, par ce que nous faisons. L'identité comprend toujours le sexe, l'ethnie, la classe, la génération et représente aussi bien des aspects individuels que collectifs de l'organisation sociale.

### 3. Inclusion et exclusion: les mécanismes producteurs d'identité

Le rapport entre la virilité et la xénophobie peut être décrit comme un lien situatif, contingent. Ce mariage de la virilité et de la haine de l'étranger, qui est défini comme une articulation dans les Cultural Studies, fonctionne parce que les représentations de la virilité et de la xénophobie dominantes dans notre société se rapportent à la même opération: ce qui est propre se définit par la délimitation stricte de ce qui est étranger.

### 4. Articulation de la culture et du sexe

J'aimerais montrer à l'aide d'un exemple concret (tiré des discussions menées en groupes) comment fonctionne l'articulation: des conflits quotidiens, qui résultent de différences, sont toujours également des conflits culturels et sont représentés comme des conflits sexuels. Le point de référence commun est le suivant: tous les conflits représentent des rapports de domination.

### 5. Conséquences politiques

La violence naît lorsque des différences s'incrémentent par le biais de fixations d'identité et deviennent des antagonismes durs, antagonismes qu'il n'est plus possible de maîtriser. Notre tâche doit donc consister à créer des espaces qui ouvrent des possibilités pour identifier des différences, mais non pas comme fondement d'une exclusion, mais comme commencement d'une négociation, qui ne doit pas s'achever avec un consensus ou une synthèse.

## Referat

Ich präsentiere Ihnen heute einen kleinen Auszug aus dem Forschungsprojekt «Wie Männlichkeit und Fremdenfeindlichkeit zusammengehen», das ich gemeinsam mit Georg Tillner durchgeführt habe.<sup>1</sup> Diese empirisch-qualitative Studie mit Jugendlichen aus Wien ist Teil eines umfangreichen Forschungsprogramms des österreichischen Wissenschaftsministeriums zum Schwerpunkt «Fremdenfeindlichkeit – Erforschung, Erklärung, Gegenstrategien».

Ich möchte dieses Thema über einen Umweg in Angriff nehmen, denn ich werde Ihnen den Auszug aus einer Gruppendiskussion mit österreichischen Jugendlichen der Zweiten Generation (also türkischer, serbischer, kroatischer, bosnischer, etc. Herkunft) präsentieren, mit Jugendlichen also, die eher Opfer von Fremdenfeindlichkeit sind als Täter. Warum?

### Ziel der Untersuchung

Wir untersuchten Prozesse, die mit Fremdenfeindlichkeit untrennbar verbunden sind und ihr zugrundeliegen. Uns ging es um die Analyse von Prozessen der Bildung von individuellen Identitäten im Rahmen von kollektiven Identitäten und um die Frage, welche Funktion Fremdenfeindlichkeit in diesen Prozessen hat. Unsere Aufmerksamkeit galt dabei nicht so sehr offen rechtsextremen Attacken gegen «AusländerInnen», sondern alltäglichen Praktiken der Abwehr des Fremden. Was heisst das? Wir erleben Fremdes im Alltag als beunruhigend, es macht neugierig, verunsichert, irritiert, ist exotisch; man wehrt es ab oder öffnet sich ihm, etc. Was das Fremde ist, lässt sich nur kontextuell bestimmen: AusländerInnen können zum Beispiel die Position des Fremden einnehmen, aber auch Frauen, Randgruppen, Männer, die nicht dem vorherrschenden Männlichkeitsbild entsprechen, Intellektuelle, KünstlerInnen (Stichwort: Hermann Nitsch); Fremdes kann sich an Überzeugungen festmachen, aber auch an Moden, etc. Fremdes kann sich an jedem Ding, an jeder Äusserung, an jeder Äusserlichkeit festmachen. Es wohnt nicht einer kulturellen Ausdrucksform oder Person inne. Es ist keine Eigenschaft, sondern drückt sich als Differenz aus, die zu einem Gegensatz

erstartet. Der Gegensatz bleibt nicht nur Gegensatz, sondern zwischen den differenten Elementen entsteht eine Machtbeziehung, eine Hierarchie.

Das heisst aber auch, dass Fremdes nicht einfach gegeben ist, dass man also auch nicht kritiklos von AusländerInnen/Fremden und InländerInnen sprechen kann, sondern dass die Spaltung zwischen Fremdem und Eigenem eine ideologische Konstruktion darstellt. Für verschiedene Menschen ist Fremdes zwar Unterschiedliches, aber es ist in einen öffentlichen Diskurs über «das Fremde» eingebettet. Wie wird «Eigenes» und «Fremdes» hergestellt und ausgedrückt? Damit verbunden ist die Frage nach Identität: Wer bin ich, wie will ich sein und wahrgenommen werden? Identität ist aber nicht nur individuelle Identität, sondern auch kollektive Identität: Was heisst es, ÖsterreicherIn, SchweizerIn, Deutsche/r zu sein? Was bedeutet für Österreich die Zugehörigkeit zur Europäischen Union? Oder für die Schweiz die Nichtzugehörigkeit? Individuelle und kollektive Identitäten überlagern und überschneiden sich.

Die Jugendlichen der Zweiten Generation problematisieren viele Identitätsgrenzen, die uns selbstverständlich geworden sind, also etwa Grenzen nationaler Identität. Sie stellen Kategorien wie AusländerIn und InländerIn in Frage. Wenn man sich mit Jugendlichen der Zweiten Generation unterhält, werden für uns selbstverständliche Zugehörigkeiten und Grenzziehungen problematisch. Diese Problematisierung von Grenzen haben wir in unserem Projekt auch theoretisch umgesetzt, denn ansonsten gerät man in Gefahr, Grenzziehungen als «natürlich» zu verabsolutieren und Ergebnisse zu produzieren, die durch die vorgängige theoretische Produktion zustande kommen. Wenn man bei Fremdenfeindlichkeit immer schon zwischen In- und AusländerInnen unterscheidet, hält man nationale Identität für wichtiger als andere Identitäten und reproduziert damit zum Beispiel das, was eine restriktive Immigrationspolitik vorgibt. Dieses Problem, das mit jeder Theoriebildung verbunden ist, tritt uns bei der Gewaltfrage, bei diesem Tagungsthema, in besonderer Weise entgegen. Gewalt und Fremdenfeindlichkeit sind Begriffe mit impliziten theoretischen Annahmen.

<sup>1</sup>Forster, Edgar J./Tillner, Georg (1999), *Wie Männlichkeit und Fremdenfeindlichkeit zusammengehen. Zur hegemonialen und nicht-hegemonialen Artikulation von Kultur und Geschlecht*. Salzburg/Wien.

Auf die gleiche Weise stellt uns Männlichkeit vor theoretische Schwierigkeiten. Natürlich ging es nicht darum, bei Männern eine rassistische Disposition oder eine konstitutive Aggressivität zu entdecken, die sich besonders gegen Fremdes richtet. Es gibt keine fremdenfeindliche männliche Natur oder einen rassistischen männlichen Charakter. Worum es nicht geht, ist, den Mann biologistisch oder essentialistisch festzuschreiben. Geschlecht ist eine soziale Konstruktion und keine biologische Tatsache.

Vor diesen Hintergründen lautet die These, dass Grenzziehungen, die Fremdes von Eigenem trennen und die Fremdes abwerten, genau durch solche Praktiken hergestellt werden, die mit dem Eigenen auch eine bestimmte Form von Männlichkeit stärken.

### Identitäten als Verhandlungspraktiken

Identität wird diesen Überlegungen zufolge durch konkrete, materielle (empirisch erfassbare) Praktiken produziert und zugleich repräsentiert.

- (1) Ich verstehe unter Identität also nicht einen unveränderbaren, fixen Wesenskern des Menschen. Identität geht konkreten menschlichen Praktiken auch nicht voraus. Sie ist kein Wesenszug, keine Charaktereigenschaft, kein überdauerndes Kontinuum. Sie ist einerseits permanent aufgeschoben, also offen und fragmentiert. Wer man ist, wer man sein will oder zu sein vorgibt, ist nie vollständig zu beantworten und repräsentierbar. Andererseits werden durch Praktiken nicht nur fragmentierte, offene, aufgeschobene, zerstreute, flüchtige Identitäten produziert, sondern auch imaginäre Konstruktionen von Ganzheit vermittelt. Darin besteht ihr ideologischer Charakter und die damit verbundene (V)Erkennung. Unter Identität kann man die flüchtige Fixierung des offenen und aufschiebenden Prozesses von Bedeutungsgebungen konkreter Praktiken verstehen.
- (2) Identität ist immer ungeteilt Geschlechts-, ethnische, Klassen-, Generationenidentität. Das heisst, Identität besteht nicht aus einem Kern, dem etwa Geschlecht als Eigenschaft hinzugefügt wird, sondern Identität ist immer auch Geschlechtsidentität. Wenn Identitäten als flüchtige (Bedeutungs-)-

Fixierungen gedacht werden, dann bilden Geschlecht, Klasse, Ethnie solche «Orte», an denen Fixierungen stattfinden. Wer ich bin, kann mit dem Verweis auf mein Geschlecht, auf mein Klassenhintergrund, auf meine Bildung, etc. (flüchtig) fixiert werden.

- (3) Grossberg beschreibt Identität folgendermassen: «Soziale Identitäten sind komplexe Schauplätze, auf denen vielfache und widersprüchliche Kämpfe stattfinden.»<sup>2</sup> In diesen Kämpfen werden individuelle und kollektive Identitäten zugleich repräsentiert.

### Kultur und Geschlecht 1: Memos Geschichte

Ich komme nun zu dem versprochenen Auszug aus den Gruppendiskussionen mit Jugendlichen der Zweiten Generation: In vielen Erzählungen der Jugendlichen geht es um Konflikte: Familienkonflikte, Konflikte mit Verwandten und mit der «Gesellschaft». Konflikte drücken Herrschaftsverhältnisse aus, aber auch ihre Infragestellung. Es geht also in den Erzählungen um mütterliche und väterliche Autorität, um die dominante Stellung von Verwandten, etc. Aber diese Autorität ist gebrochen, weil sich die Jugendlichen einer «nicht-türkischen» und das heisst in Österreich eher dominanten Kultur zurechnen. Im Unterschied zur Gruppe mit «österreichischen» Jugendlichen werden diese Konflikte bei Jugendlichen der Zweiten Generation immer auch als kulturelle, ethnische, nationale Konflikte dargestellt. Der Familienkonflikt ist immer mehr als nur ein Familienkonflikt. Was ist dieses «Mehr»? Es handelt sich um einen Konflikt zwischen einer marginalisierten Immigrantenkultur und der dominanten österreichischen Kultur. So unterschiedlich die Konflikte sind und die Strategien, sie zu lösen oder ihnen auszuweichen, gemeinsam ist den Jugendlichen der Zweiten Generation die Erfahrung, im Spannungsfeld zweier Konflikte zu stehen: auf der einen Seite ein Konflikt mit der «österreichischen Kultur» und auf der anderen Seite ein Konflikt mit der Kultur der Eltern, Familien und Herkunftsländer.

<sup>2</sup> Grossberg, Lawrence (1996), History, Politics and Postmodernism. In: David Morley, Kuan-Hsing Chen (eds.), Stuart Hall. Critical Dialogues in Cultural Studies. London/New York, Routledge, S. 156 f.

Wenn ein Konflikt ein problematisches Dominanzverhältnis ausdrückt und wenn dieser Konflikt immer auch eine kulturellen Differenz reflektiert, dann wird diese Differenz mit Herrschaft und Dominanz aufgeladen. So wird aus einer kulturellen Differenz ein unversöhnlicher kultureller Gegensatz, eine Hierarchie, die zwischen einem «Besser» und einem «Schlechter» unterscheidet. Ohne Herrschaft ergibt sich aus Kulturunterschieden kein Konflikt, ja vielleicht hätten die Unterschiede dann nicht einmal eine besondere Bedeutung, so wie viele Unterschiede in unserem Leben ohne jede tiefere Bedeutung sind, das heisst ohne Auswirkung auf unser Leben bleiben. Dass im Gegensatz dazu Kultur bei «österreichischen» Jugendlichen nicht thematisiert wird, also unsichtbar bleibt, ist eine Bestätigung der Herrschaftsthese: Das Mächtige (eine vorherrschende Kultur, Männlichkeit als dominantes Geschlecht, usw.) ist unsichtbar. Was machen wir - österreichischen - Forscher mit den Erzählungen? Wir machen aus dem kulturellen Konflikt einen Generationenkonflikt. Damit stellen wir eine Ähnlichkeit mit unseren eigenen Erfahrungen her (auch wir haben Väter/Mütter, die uns nicht verstehen). Andererseits gibt's aber auch noch etwas anderes, das sich mit unseren Erfahrungen nicht deckt und für uns «exotisch» oder eben fremd bleibt.

Memo berichtet von langjährigen dramatischen Konflikten mit seiner Mutter. Er erklärt diese Konflikte so: *«Zuhause ist für mich eher stressig. [...] Ich versteh mich mit meiner Mutter nicht sehr gut. Das liegt daran, dass sie sehr türkisch ist [...].»* Damit stellt er zu seiner Mutter einen Gegensatz her: die Mutter ist türkisch, er ist (also) nicht-türkisch bzw., wie er im nächsten Satz sagt, «irgendwie österreichisch». Aber was das Österreichische ist, geht aus dem, was Memo sagt, nicht hervor. Deshalb sagen wir, dass das Österreichische in Memos Reden – aber auch in unserem Reden? – ein leeres Feld bleibt. Das heisst, das Österreichische hat keine bestimmte Bedeutung, keine konkreten Eigenschaften, sondern es wird durch die Gegenüberstellung zu einem anderen Wort - Mutter, türkisch, etc. - definiert. Wenn Memo über seinen Familienkonflikt berichtet, macht er eine Reihe von Gegenüberstellungen:

geschlossen – aufgeschlossen (neugierig)

traditional – modern

religiös – säkular

Mutter – Sohn, alt - jung (Generation)

türkisch – österreichisch

Musik: ortsspezifisch – transnational  
(gleichgesetzt mit österreichisch)

dominant (Erziehungsberechtigung) –  
abhängig und/oder nicht-dominant

Minderheit-/ImmigrantInnenkultur –  
dominante Kultur.

### Inklusion und Exklusion: Mechanismen der Identitätsproduktion

Die Funktion solcher Oppositionen lässt sich theoretisch mit dem Konzept der Äquivalenzketten verdeutlichen. Die Logik und Funktionsweise von Äquivalenzketten beruht auf der Annahme, dass das Soziale ein symbolisches System ist, ein Netz von Signifikanten (z. B. Gewalt), unter die sich Bedeutungen schieben, die frei flottieren/fliessen. Will man Bedeutungen fixieren, muss dieses System irgendwie zum Stillstand gebracht werden, das heisst, man muss einem Signifikanten genau ein Signifikat zuordnen (z.B. muss man Gewalt eine genau Bedeutung geben). Jede Fixierung verkennt aber, dass die Verbindung zwischen Signifikant und Signifikat willkürlich, jedenfalls nicht notwendig ist. Wenn es zum Beispiel um die Bestimmung von hegemonialer Männlichkeit in unserer Gesellschaft geht, dann werden eine Reihe von Elementen angeführt, die Männlichkeit definieren: ...↔ physische Stärke ↔ Herrschaft ↔ Dominanz ↔ Gewalt ↔ Durchsetzungsvermögen ↔ Erfolg ↔ Karriere ↔ Geld ↔ Heterosexualität ↔ ... Jedes Element der Äquivalenzkette repräsentiert mehr als es ist. Herrschaft repräsentiert in dieser Kette mehr als eben nur Herrschaft. Dieses Mehr ist hier Männlichkeit. Männlichkeit ist das Prinzip, das eine solche Kette stiftet. Eine Vielzahl unterschiedlicher Elemente kann einen äquivalenten Namen für Männlichkeit abgeben, so dass Äquivalenzketten mit

x-beliebig vielen Elementen entstehen. Zwei Aspekte sind für die Bildung von Äquivalenzketten charakteristisch:

- (1) Offenbar benennt jedes Glied der Kette etwas von sich selbst Verschiedenes. «Erfolg» ist nicht notwendig ein Element für die Definition von Männlichkeit. Etwas von sich selbst Verschiedenes benennen die Begriffe aber nur, solange sie als Glieder einer Äquivalenzkette fungieren. Auch «Gewalt» ist das abwesende Objekt einer Fülle, das durch eine Reihe von Elementen gebildet wird. Das heisst, erst die Analyse von Äquivalenzketten zeigt auf, was man unter Gewalt versteht.
- (2) Mit dem Anwachsen der Kette, mit der Zunahme der Glieder wird nicht, wie man annehmen könnte, Sinn angereichert. Im Gegenteil, es kommt zur Entleerung von Sinn. «Das Spezifische der Äquivalenz besteht in der Zerstörung von Sinn gerade durch dessen Vermehrung.»<sup>3</sup>

Der zentrale Gedanke Laclaus ist, dass Äquivalenzketten immer ein abwesendes Objekt repräsentieren und dass aufgrund der verzerrten Repräsentation jede dieser Operationen ideologisch ist, weshalb ich behaupte, dass Männlichkeit als Ideologie funktioniert.

Wichtiger ist hier eine genauere Analyse der Funktionsweise von Äquivalenzketten. Diese werden über einen doppelten Mechanismus hergestellt: Elemente, die sich zu einer Kette verknüpfen, werden «inkludiert» (eingeschlossen/integriert). Eine Anzahl solcher Elemente bestimmt Männlichkeit. Jedes Element verweist auf die Zugehörigkeit zu demjenigen Prinzip (also Männlichkeit), das die Kette stiftet. Auf die gleiche Weise werden oppositionelle Elemente «exkludiert» (ausgeschlossen). Identitäten werden durch Äquivalenzketten produziert. Das heisst, durch konkrete Praktiken werden Inklusionen und Exklusionen hergestellt. Auf diese Weise werden durch Identitätspraktiken Grenzen produziert und verändert. Was eingeschlossen/integriert wird, bildet das «Eigene», Identität, und das Ausgeschlossene schliesst sich zu einer oppositionelle Kette zusammen und bildet das Fremde.

Meine Behauptung ist nun, dass Männlichkeit und Fremdenfeindlichkeit deswegen zusammengehen, weil in beiden Fällen ähnliche Ketten gebildet werden: Hegemoniale Männlichkeit, also die in unserer Gesellschaft vorherrschende Männlichkeit, und Fremdenfeindlichkeit erzeugen solche Äquivalenzketten, die sich verstärken, überschneiden und substituieren können. Wie nahtlos diese Übergänge von Geschlecht zu Ethnizität sein können, zeigt folgender Gesprächsausschnitt.

### Kultur und Geschlecht 1: Sibels Geschichte

Mehrere Gruppenmitglieder stimmen Memos Erzählung vehement zu. Memos Geschichte ist «irgendwie» typisch für die «Zweite Generation». Auch Sibel bekundet ihr Einverständnis: *«Ich bin ehrlich gesagt ziemlich baff, denn ich habe die ganze Zeit das Gefühl gehabt, du hast auch für mich gesprochen.»* Und sie erzählt ihre Geschichte. Aber ihre Geschichte, die sich zunächst ganz ähnlich anhört, nimmt einen anderen Verlauf. Der Gegensatz zwischen türkisch und österreichisch wird zu einem Gegensatz zwischen alevitisch und sunnitisch. Daraus entstehen neue Gegensätze: Freiheit und Kontrolle, die durch die «Gerüchteküche» der sogenannten «(türkischen) Gesellschaft» ausgeübt wird. Bülent widerspricht ihrer Darstellung der Aleviten heftig: *«Das Gerüchtemachen ist ja menschlich.»*

Sibel antwortet mit einer sehr persönlichen Geschichte: *«Ich kann Dir ein Beispiel geben, äh, ich war mal auf einer Hochzeit [...] zur der Zeit hatte ich [...] einen Freund und wir waren halt irrsinnig lang zusammen. Und die Gesellschaft hat schon erwartet, dass wir heiraten und so und ich hab mich halt einmal zu dem Tisch von ihnen gesetzt, zu seinen Eltern. Und dann wurde ich von meinem eigenen Grossvater als Hure abgestempelt! [...] und die ganzen Leute, die was neben uns gesessen sind, haben das mitbekommen.»*

Georg: *«Das hat er öffentlich gesagt?»*

Sibel: *«Ja. Bei uns gibt's nämlich so eine tolle Tradition, Du gehst zu den älteren Leuten hin und musst die Hand küssen. Wie sich das gehört, geht Sibel hin und der Grossvater verweigert die Hand. Und die Leut ham halt so g'schaut: Warum macht er das, was ist passiert? Und dann hat er g'meint,*

<sup>3</sup>Laclau, Ernesto (1997), Inklusion, Exklusion und die Logik der Äquivalenz (Über das Funktionieren ideologischer Schliessungen). In: Weibel, Peter/Zizek, Slavoj (Hg.), Inklusion: Exklusion. Probleme des Postkolonialismus und der globalen Migration. Wien, Passagen, S. 54.

*einer Hure gibt er nicht die Hand. Und solche G'schichten halt.»*

Bülent: «Das gibt's auch.»

Mehmet: «Entsetzlich.»

Bülent: «Ja.»

Warum ist Sibels Geschichte anders als Memos Erzählung? Memo stellt einen Familienkonflikt als kulturellen Konflikt dar. Sibel hingegen präsentiert einen ethnischen Konflikt als Akt sexistischer Dominanz durch den Grossvater. Was als kultureller Konflikt anfängt, wird plötzlich zu einer Geschichte, in der es darum geht, wie Frauen sich verhalten sollen und darum, welche Herrschaft Männer in einer Gesellschaft haben, dass sie so etwas sagen können. Sibel verknüpft Kultur mit Geschlecht/Männlichkeit.

Diese Verknüpfung von Kultur und Geschlecht taucht in der darauf folgenden Debatte über die Türkei wieder auf. Dabei stellt sich Sibel gegen die Männer. Die Männer können nicht verstehen, warum Sibel in die Türkei will. Was die Männer eint, ist das Österreichische (gegen das Türkische). So entstehen in der Diskussion wiederum eine Reihe von Gegensätzen:

unvernünftig – vernünftig

Türkei – Österreich

Utopie – Sinn für das Machbare

naiv/kindlich – erwachsen

träumerisch – realistisch

Frauen – Männer

Was bedeuten diese Gegensätze? Das Türkische ist gleich unvernünftig ist gleich Utopie ist gleich naiv/kindlich ist gleich träumerisch ist gleich Frau, usw. Auf der anderen Seite steht das Österreichische. Es ist gleich vernünftig ist gleich erwachsen, etc. Die Gegensätze sind in dieser Situation nicht einfach Gegensätze, sie drücken eine Herrschaftsbeziehung aus. Warum? Weil die Gegensätze nicht gleichwertig sind und für sich einen Wert haben, sondern weil das Österreichische, das Vernünftige etc. die andere Seite immer abwertet:

vernünftig sein ist besser als unvernünftig sein. Das Herrschaftsverhältnis hat hier dazu geführt, dass Sibel ihren Wunsch, in die Türkei zu wollen, selbst als Träumerei bezeichnet. Dominanz entsteht durch Macht, die aus unterschiedlichen Quellen kommt: aus der Autorität des Sozialarbeiters, der ihre Wünsche abtut; wir Forscher drückten durch Nachfragen Skepsis gegenüber ihrem Wunsch aus; schliesslich gibt es einen bestehenden Diskurs, der das «Österreichische» als vorherrschende Norm und als «positiven» Wert setzt. Man kann an diesem letzten Beispiel wunderschön sehen, wie sich das Österreichische, das Eigene, das Vernünftige mit dem Männlichen verknüpft und eine Kette bildet, die die Opposition, Türkei, das Fremde, Träumerei, Weiblichkeit etc. erzeugt. Man muss allerdings sehen, dass solche Verknüpfungen nicht natürlich und absolut sind, sondern situative Fixierungen, die sich verändern lassen. Aber auch wenn Sibel ihr eigenes Sprechen abwertet, hat sie in der Diskussion eine aktive Position und bestimmt über längere Zeit die Diskussion. Das heisst auch, dass Herrschaft nicht ein für alle Mal fixiert ist, sondern instabil ist und umgekehrt werden kann.

### Politische Schlussfolgerungen

Unser Forschungsprojekt kann als Analyse eines Prozesses begriffen werden, in dem die Auseinandersetzung mit Differenzen, ihren Herstellungen, Überkreuzungen, Verhandlungen und Überwindungen immer auch als Identitätsverhandlungen verstanden werden. Identität wird in alltäglichen Praktiken über die flüchtige Fixierung von Differenzen hergestellt, das heisst über Integration und Ausschluss. Ich siedle Gewalt dort an, wo Fixierungen verkrusten und sich nicht mehr auflösen lassen. Was heisst, Fixierungen verkrusten? Theoretisch gesehen heisst das, dass die Elemente einer Kette fest miteinander verknüpft sind, so dass die Kette den Anschein einer natürlicher Verbindung hat. Praktisch: Vernünftig = österreichisch = fortschrittlich = pragmatisch ist eine Kette, die für uns wahr aufgrund von «Evidenz» ist. Die Evidenz verschleiert aber, dass die Verbindung Resultat und Ausdruck eines Herrschaftsverhältnisses darstellt. Die Evidenz ist ideologisch.

Was folgt politisch daraus? Dass es wesentlich darum geht, Differenzen anzuerkennen, aber nicht als Begründung eines Ausschlusses, sondern als Beginn einer Verhandlung, die aber nicht mit einem Konsens oder in einer Synthese enden muss. Nach diesen Überlegungen scheint die wichtigste Frage nicht zu sein, was wie verhandelt wird, sondern warum überhaupt verhandelt wird - oder eben nicht. Was das konkret heissen könnte, möchte ich anhand eines Gesprächsauszuges zeigen. In den Gesprächen mit den Jugendlichen der Zweiten Generation gab es eine lange Diskussion über positive Räume. Dabei tauchte ein zentraler Begriff auf: «Respekt».

Lubo: *Ja, na also Respekt ist, also, ich würd' das so ausdrücken, es ist, man wird von den Leuten toleriert und akzeptiert für das was man tut, sogar wenn sie .. sich damit nicht unbedingt identifizieren .. und man lebt halt von den Taten eigentlich, was man tut [...]*

Piri: *Du kannst es vielleicht so auffassen, es ist einfach eine Art Liebe, verstehst du, ich mein, wenn du jemanden respektierst, dann schenkst du ihm auch deine Liebe vielleicht, verstehst du, ich mein nicht so wie echte Liebe oder Freundschaft [...]*>

Lubo: *>Es ist eher eine Liebe für die Kultur, gar nicht für ihn, du liebst ihn für das, was er getan hat, weil er zudem beiträgt, was du bist. Wir sind eigentlich unsere Kultur; es ist nicht eine Kultur, in der wir leben .. sondern wir sind diese Kultur. Wenn wir nicht wären und andere auch, gäbe es diese Kultur [erg. HipHop] nicht. [...] Genau, und wenn ein anderer etwas dafür tut, dann dankst du ihm eigentlich, weil er zu dem beiträgt, was du bist. Er [...] hilft dir weiter durch das, was er getan hat und das drückst du aus eben durch Respekt, und wenn du keinen Respekt deswegen zeigst [...] dann ist das ein Konsument, einer der nur konsumiert, aber nichts hergeben möchte. [...]*

*Man muss Sachen zuhören, die man nicht mag, mit denen muss man sich auch auseinandersetzen ... und wenn man ... das bewerten kann, dann kann man es nur durch Respekt bewerten, nicht durch Dankbarkeit, vielleicht nicht durch Liebe ... Es ist einfach Respekt ... Es kann sein, dass man diese Person absolut nicht mag, aber trotzdem bekommt sie*

*Respekt für etwas, was sie tut ... eine sehr ausführliche Definition von Respekt (Gelächter, Applaus) –*

Die politische Strategie müsste also darin bestehen, offene Räume zu schaffen, die dazu animieren, in Verhandlungen zu treten oder, wie Donna Haraway es ausdrückt, «partial connections» zu bilden.<sup>4</sup> In Verhandlungen zu treten heisst, mit anderen eine «Gruppe» zu bilden. Diese Gruppe wird nicht durch eine gegebene Gemeinsamkeit, eine gegebene Identität bestimmt, sondern durch die Bereitschaft, eine solche zu (er)finden. Der Ausgangspunkt ist nicht das Gegebene, sondern eine (mögliche) Zukunft. Mir erscheint Elspeth Probyns Begriff der «queer belongings», wenn man ihn wörtlich als «quere» Zugehörigkeiten übersetzt, wunderschön geeignet, um diese Haltung zu bezeichnen: sich nicht auf vorgegebene, hegemoniale Zugehörigkeiten zu verlassen, sondern in einen aktiven Prozess des (Er-)Findens einzutreten.<sup>5</sup> Diese Art der Gruppenkonstituierung zu verallgemeinern heisst, politische Gemeinschaften zu entwerfen, die sich nicht auf eine Nation, eine Kultur, eine Ethnie berufen, sondern auf eine unabsehbare Zukunft.

<sup>4</sup>Haraway, Donna (1990), A Manifesto for Cyborgs: Science, Technology, and Socialist Feminism in the 1980s. In: Nicholson, Linda J., Feminism/Postmodernism. New York/London, Routledge, S. 190-233.

<sup>5</sup>Probyn, Elspeth (1995), Queer Belongings. Eine Politik des Aufbruchs. In: Angerer, Marie-Luise (Hg.), The Body of Gender. Körper, Geschlechter, Identitäten. Wien, Passagen, S. 53-68.

- *Forster, Edgar J./Tillner, Georg (1999)*, Wie Männlichkeit und Fremdenfeindlichkeit zusammengehen. Zur hegemonialen und nicht-hegemonialen Artikulation von Kultur und Geschlecht. Salzburg/Wien.
- *Grossberg, Lawrence (1996)*, History, Politics and Postmodernism. In: David Morley, Kuan-Hsing Chen (eds.), Stuart Hall. Critical Dialogues in Cultural Studies. London/New York, Routledge, S. 156 f.
- *Haraway, Donna (1990)*, A Manifesto for Cyborgs: Science, Technology, and Socialist Feminism in the 1980s. In: Nicholson, Linda J., Feminism/Postmodernism. New York/London, Routledge, S. 190–233.
- *Laclau, Ernesto (1997)*, Inklusion, Exklusion und die Logik der Äquivalenz (Über das Funktionieren ideologischer Schliessungen). In: Weibel, Peter/Zizek, Slavoj (Hg.), Inklusion : Exklusion. Probleme des Postkolonialismus und der globalen Migration. Wien, Passagen, S. 54.
- *Probyn, Elsbeth (1995)*, Queer Belongings. Eine Politik des Aufbruchs. In: Angerer, Marie-Luise (Hg.), The Body of Gender. Körper, Geschlechter, Identitäten. Wien, Passagen, S. 53–68.

# Publikationen • Publications

## **Bulletin 1 • Bulletin N° 1 • Bulletin No. 1**

Porträts der ersten 21 bewilligten Projekte, Juni 1997  
Descriptif des 21 premiers projets approuvés, juin 1997

## **Bulletin 2 • Bulletin N° 2 • Bulletin No. 2**

Zwei Texte zur Gender-Debatte, März 1998  
Deux textes sur les Gender Debates, mars 1998

*Brückner Margrit*

### **Wenn Forschende und Beforschte ein Geschlecht haben**

*Seus Lydia*

«Men's Theories and Women's Lives»

## **Bulletin 3 • Bulletin N° 3 • Bulletin No. 3**

Porträts von 8 neuen Projekten, alle Projekte im Überblick, Mai 1999  
Descriptif de 8 nouveaux projets, aperçu de tous les projets, mai 1999

Bezug gratis bei / A demander (gratis) auprès de  
Schweizerischer Nationalfonds / Fonds National Suisse  
Sekretariat, 3001 Bern.

*Alsaker Françoise*

### **Was wissen wir über das Plagen im Kindergarten, Dezember 1997**

*Alsaker Françoise et al.*

### **Dem Plagen im Kindergarten auf der Spur, Februar 1999**

Bezug bei / A demander auprès de / For copies please contact:  
Prof. F. Alsaker, Institut für Psychologie, Universität Bern, 3000 Bern 9

*Clémence Alain et al.*

### **La violence dans les écoles secondaires en Suisse romande, Le point de vue des enseignants et des élèves, Lausanne 1999**

*Clémence Alain et al.*

### **La violence dans les écoles du cycle d'orientation de Genève, Le point de vue des élèves et des enseignants, Lausanne 1999**

Bezug bei / A demander auprès de / For copies please contact:  
A. Clémence, Institut des sciences sociales et pédagogique, BFSH2,  
Université de Lausanne, 1015 Lausanne

*Besozzi Claudio*

### **Organisierte Kriminalität und empirische Forschung**

Rüegger-Verlag, Zürich 1997, 120 Seiten, Fr. 36.70.

*Grünberg Karl / Eckmann Monique (eds.)*

### **A propos du phénomène des Skinheads et du racisme en Suisse**

Dossier accompagnant le film «Skin or die» de Daniel Schweizer,  
ies éditions, Genève 1999.

- Die Kriminalität ist in den letzten Jahren zu einem vorrangigen Thema der politischen Auseinandersetzung geworden. Das gilt vor allem für ihre gewaltsamen Erscheinungsformen und für die Ansätze zu organisierter Kriminalität. Das Nationale Forschungsprogramm 40 «Gewalt im Alltag und organisierte Kriminalität» verfolgt im Rahmen einzelner Forschungsprojekte zwei Ziele: Auf der ersten Ebene sollen die Phänomene beschrieben und das Wirkungsgefüge analysiert werden. Das zweite Ziel der Forschungsarbeiten im NFP 40 ist die Entwicklung und Überprüfung von Präventions- und Interventionsmassnahmen in den beiden zu erforschenden gesellschaftlichen Problembereichen.
- Au cours de ces dernières années, la criminalité est devenue un des principaux thèmes du débat qui porte sur les formes violentes et organisées de cette criminalité notamment. Le Programme National de Recherche 40 «Violence au quotidien et crime organisé» se propose d'atteindre deux objectifs. Il s'agit premièrement de décrire les phénomènes et d'en analyser les effets. Le deuxième objectif des travaux entrepris dans le cadre du PNR 40 est le développement et l'examen de mesures de prévention et d'intervention dans les deux domaines sociaux traités.